



RAPPORT ANNUEL



2021

Contacts

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

GRET BURKINA FASO

Bureau de représentation à Ouagadougou
Tél. +226 25 36 10 65
burkina@gret.org

GRET CAMBODGE

Bureau de représentation à Phnom Penh
Tél. +855 23 220 259
cambodia@gret.org

GRET CONGO/RDC

Bureau de représentation à Brazzaville
Tél. +242 226 127 858 / +242 057 189 976
congo@gret.org

GRET GUINÉE

Bureau de représentation à Conakry
Tél. +224 626 26 00 03
guinee@gret.org

GRET HAÏTI

Bureau de représentation à Port-au-Prince
Tél. +509 29 40 25 44
haiti@gret.org

GRET LAOS

Bureau de représentation à Vientiane
Tél. +856 21 45 41 98
laos@gret.org

GRET MADAGASCAR

Bureau de représentation à Antananarivo
Tél. +261 32 07 008 08
madagascar@gret.org

GRET MALI

Bureau de représentation à Bamako
Tél. +223 20 29 17 43
mali@gret.org

GRET MAURITANIE

Bureau de représentation à Nouakchott
Tél. +222 45 25 84 96
mauritanie@gret.org

GRET MYANMAR

Bureau de représentation à Yangon
Tél. +95 230 50 78 / +95 230 50 79
myanmar@gret.org

GRET NIGER

Bureau de représentation à Niamey
Tél. +227 96 14 18 38
niger@gret.org

GRET SÉNÉGAL

Bureau de représentation à Dakar
Tél. +221 33 849 35 97
senegal@gret.org

GRET TOGO

Bureau de représentation à Lomé
Tél. +228 90 70 61 89
togo@gret.org

GRET VIETNAM

Bureau de représentation à Hanoï
Tél. +84 38 46 44 91
vietnam@gret.org

EN FRANCE

GRET

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. +33 (0)1 70 91 92 00
gret@gret.org

Coordination : Karine Appy (Gret) / **Relecture** : Claire Labat (Gret)

Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Imprimé sur papier recyclé par ISIPRINT, juillet 2022.

Photos : © Gret (sauf mention spéciale).

Photos de couverture : *Projet Apici au Cambodge* © Germain Priour, *Projet Rhyviere 2 à Madagascar* © Gret.



SOMMAIRE

- [2](#) Éditorial
- [3](#) Présentation
- [4](#) Panorama
- [6](#) Actualités et faits marquants
- [10](#) Grand angle
- [12](#) 10 ans après
- [14](#) Changement d'échelle
- [16](#) Paru aux Éditions du Gret

19 NOS THÉMATIQUES

- [20](#) Des ressources naturelles gérées collectivement
- [22](#) Un accès universel à des services essentiels
- [24](#) Des villes résilientes et citoyennes
- [26](#) Un emploi décent pour toutes et tous
- [28](#) Une alimentation saine et des soins de qualité
- [30](#) Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- [32](#) Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- [34](#) Thématiques transversales

37 NOTRE ORGANISATION

- [38](#) Une gouvernance décentralisée
- [39](#) Une équipe internationale et soudée
- [40](#) Un budget en nette augmentation
- [42](#) Différentes façons de soutenir le Gret

- [44](#) Liste des productions 2021
- [48](#) Liste des sigles

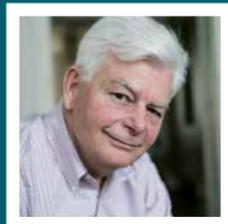


C'est une année 2021 douloureuse que nous avons vécue. Tandis que la crise sanitaire a continué à frapper indistinctement toutes nos géographies, d'autres crises – alimentaires, politiques et sécuritaires – se multipliaient à Madagascar, en Haïti, au Myanmar, au Sahel et ailleurs. Dans ce contexte difficile, les actions du Gret ont été maintenues, sans que l'intensité des projets en pâtisse. Tous nos collaborateurs et collaboratrices se sont engagés plus encore, avec nos partenaires, dans la recherche de résultats pérennes.

Ce rapport démontre combien les initiatives ont été riches. Le Gret paraît comme l'accompagnateur d'une résilience positive. Il sait mettre à profit son inventivité et ses compétences pour apporter des solutions élaborées avec les femmes et les hommes agriculteurs, responsables communautaires, élus et acteurs associatifs, petits entrepreneurs et artisans, formateurs, jeunesses, et toutes les organisations nationales et internationales dans lesquelles il s'investit par ses réseaux, ses relais, ses soutiens.

Notre association a poursuivi en 2021 sa mue par la constitution de huit équipes thématiques internationales qui encouragent l'implication de l'ensemble de ses expert-e-s – dans ses pays de représentation et au siège – dans la construction de nos stratégies. Un débat interne riche a vu l'adoption de documents de référence ambitieux : Charte RSE, Politique de lutte contre les violences sexistes, Charte de partenariat.

Le Gret s'est également engagé dans un long travail collectif afin d'élaborer une stratégie de lutte contre le changement climatique. Celle-ci devrait conduire à des engagements tant organisationnels qu'opérationnels au



sein de nos propres pratiques et dans nos projets, et ouvrir d'importantes perspectives pour que le Gret devienne un acteur performant et de référence de la transition écologique.

Ces avancées nous permettent de renforcer nos partenariats internationaux. Nous avons notamment initié un processus de rapprochement avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) pour former une alliance forte. Nous souhaitons aussi approfondir sur le long terme certains liens stratégiques avec nos bailleurs de fonds et les acteurs de recherche, car le Gret a pour mission exigeante de capitaliser et de rendre compte scientifiquement de son action, auprès de la communauté du développement, en France et à l'international.

Enfin, nous avons amorcé en 2021 la refonte de notre stratégie de communication, que nous voulons plus engagée et ouverte vers des publics plus larges, et entamé des actions pour diversifier nos financements.

Au cours de la période, les membres de nos diverses instances ont été très mobilisés – Assemblée générale, Conseil d'administration, organes de direction –, témoignant de la vitalité de notre mode de gouvernance.

Pour ma part, je suis fier de sentir combien le Gret entreprend et agit. Je suis reconnaissant à toutes les équipes au siège et dans les représentations de leur dévouement unique pour le projet porté par le Gret. C'est un grand réconfort pour toutes et tous de savoir que notre collectif est à la fois uni et militant pour un monde meilleur, plus équitable, résilient et durable.

Henry de Cazotte, Président du Gret



LE GRET EST UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DONT LA MISSION EST D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES, DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE ET DE PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT.

Créé en 1976, le Gret est désormais **présent dans plus d'une vingtaine de pays**, essentiellement en Afrique et en Asie. Ses actions, issues d'implantations longues et durables, dans ses pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et sur la création de **liens durables avec un vaste réseau de partenaires** représentant les sociétés civiles, les autorités publiques, les acteurs économiques locaux et le monde de la recherche.

En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à **faire évoluer les politiques et pratiques de développement**.



© Bart Verweij - MRLG

LES ACTIONS DU GRET VISENT À :



RENDRE LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCOSYSTÈMES PLUS **RÉSILIENTS** FACE AUX CHOCs CLIMATIQUES, SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES



LUTTER POUR LA DIGNITÉ DE TOUTES ET TOUS, À TRAVERS PLUS DE **JUSTICE SOCIALE**



ENCOURAGER CHACUN-E À PASSER À L'**ACTION** POUR FAÇONNER UN MONDE PLUS **SOLIDAIRE**

LES SPÉCIFICITÉS DU GRET

L'action du Gret s'inscrit dans **une stratégie partenariale** construite sur la durée, qui passe par le renforcement d'acteurs des territoires et l'animation de collectifs et de réseaux aux niveaux local, national et international. Il contribue également à la gouvernance de structures partenaires, et notamment : Coordination SUD, le Groupe initiatives, la Coalition Eau, le CFSI, le Ciedel, Cerise, Cicle, la Cité du développement durable.

Véritable **laboratoire de développement**, le Gret innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action. Ses projets de recherche appliquée lui permettent de tester des solutions à l'échelle locale, pour les adapter ensuite à plus grande échelle.

Le Gret **renforce le tissu économique local** pour répondre aux besoins essentiels des populations. À ce titre, il est sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire qu'il a contribué à créer, à l'image de Nutri'zaza qui lutte contre la malnutrition à Madagascar.

Acteur de la transition écologique, le Gret se mobilise face à l'accélération du changement climatique et s'engage pour la préservation de la biodiversité. Sur les terrains, ses actions allient protection de l'environnement et lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, il prône **l'égalité de genre et la participation démocratique** pour concevoir ensemble des solutions pour un développement durable. ■

→ TOUTE L'INFORMATION SUR LE GRET : gret.org

28
PAYS D'INTERVENTION

DONT

14
PAYS DE REPRÉSENTATION

Burkina Faso, Cambodge, Congo,
Guinée, Haïti, Laos, Madagascar,
Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger,
Sénégal, Togo, Vietnam

- Pays d'intervention
- Pays de représentation



753 SALARIÉ·E·S



BUDGET DE
39,6 millions d'euros



253 INTERVENTIONS EN 2021

- 151 projets de terrain
- 81 études et expertises
- 21 activités d'animation et de formation



DES ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC :

- + de 250 partenaires opérationnels
- + de 200 partenaires financiers



27 NOUVELLES RÉFÉRENCES

(ouvrages, rapports d'expertise,
documents techniques, etc.)



19 ÉVÉNEMENTS

(colloques, ateliers, etc.)



42 FORMATIONS ACADÉMIQUES

NOS THÉMATIQUES

- Ressources naturelles
- Services essentiels locaux
- Villes et habitats
- Insertion et emploi



2021 : ACTUALITÉS ET FAITS MARQUANTS

RÉOUVERTURE DE LA REPRÉSENTATION DU GRET EN GUINÉE

Suite au lancement récent de plusieurs projets, et compte tenu des enjeux forts sur les questions de santé et d'agroécologie identifiés en Guinée, le Gret a réouvert* en février 2021 une représentation permanente dans le pays.

* Une représentation du Gret était ouverte en Guinée entre 2014 et 2015.

Projets, études et expertises

76 NOUVEAUX PROJETS, ÉTUDES
ET EXPERTISES EN 2021

L'approche One Health testée en Guinée forestière

Le concept « une seule santé » promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé – humaine, animale et environnementale –, notamment face aux menaces de zoonoses. Au sein de trois communes rurales regroupant 42 500 habitant·e·s, le Gret et la Maison guinéenne de l'entrepreneur accompagnent depuis mars 2021 une meilleure prise en compte des enjeux de santé globale, à la fois dans les pratiques agricoles, alimentaires et de gestion des ressources, mais aussi au sein des mécanismes de gouvernance locale et des espaces de dialogue multi-acteurs.

Promouvoir des systèmes alimentaires sains et durables : le programme Asanao entre dans une nouvelle phase

Le programme Asanao vise une meilleure couverture des besoins alimentaires des populations, l'augmentation des revenus des paysans, une amélioration des pratiques agricoles et nutritionnelles, le renforcement des capacités de la société civile à influencer sur les politiques publiques. Le Gret mène avec ses partenaires des actions transversales d'animation, d'échange, de production de connaissances sur les passerelles à établir entre agriculture et nutrition. Il développe également un plaidoyer aux niveaux national et international pour promouvoir des systèmes alimentaires sains et durables. Le programme, d'abord mis en œuvre dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest – Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Niger et Sénégal –, s'étend désormais à Madagascar, Haïti et au Cambodge.

Lancement d'une étude pour une gestion durable des ressources en eau du bassin versant du lac Togo

Pour un partage équitable et une utilisation durable des ressources en eau, le Gret promeut des démarches

participatives et inclusives qui partent de l'échelle locale et permettent la construction de solutions avec les acteurs des territoires.

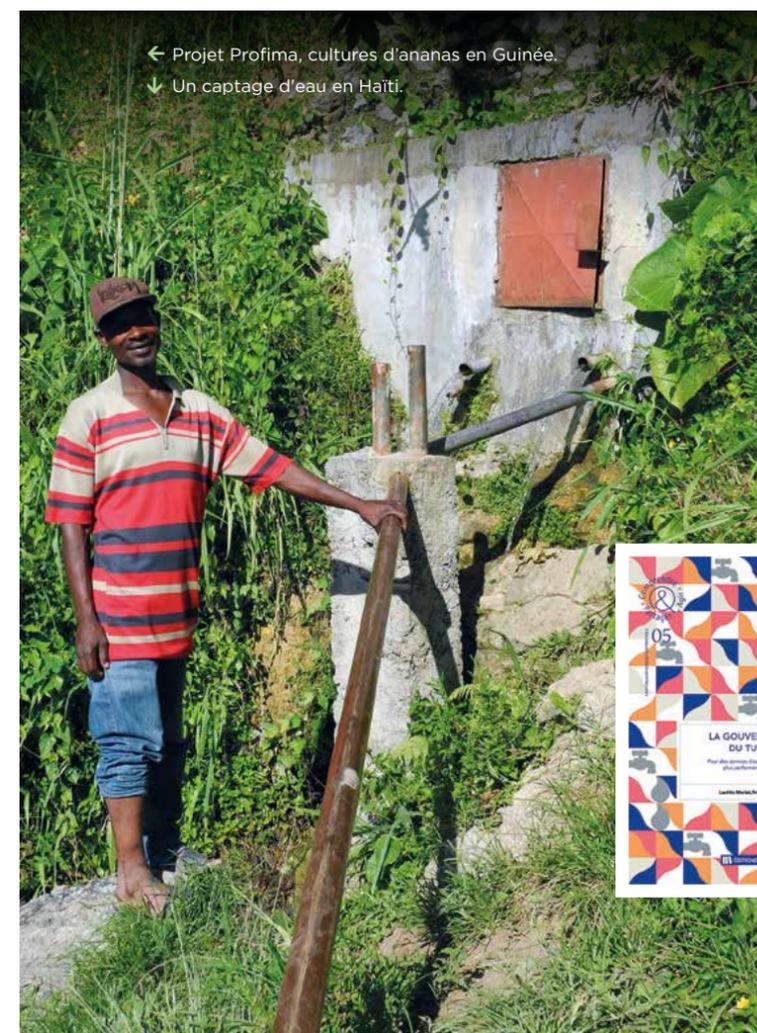
En 2021, le Gret a lancé une étude de faisabilité pour opérationnaliser une Gestion intégrée des ressources en eau (Gire) du bassin versant du lac Togo. L'étude va permettre d'identifier et de faire connaître les principaux enjeux autour de la ressource : surexploitation et pollution de l'eau, croissance démographique, impacts du changement climatique, etc. Le Gret mettra ensuite en place, avec les acteurs locaux et les autorités, un dispositif permettant d'amorcer la construction d'une Gire à partir d'expériences locales, sur des territoires pilotes.

“ Mettre en place la Gire est un processus dynamique, dans lequel tous les acteurs doivent être informés, écoutés et impliqués. Nous partons de la base, pour aller à l'échelle nationale. Il s'agit là d'une démarche innovante, par rapport à ce qui se fait sur d'autres bassins, où l'approche privilégiée reste descendante.

Flamay AHIAFOR, chef de projet Gire pour le Gret au Togo



↑ Étude Gire, bassin versant du lac Togo.



← Projet Profima, cultures d'ananas en Guinée.

↓ Un captage d'eau en Haïti.

Capitalisations

5 NOUVEAUX OUVRAGES EN 2021

Dont « La gouvernance du tuyau – Pour des services d'eau potable ruraux plus performants en Haïti » (voir p. 44)

Laetitia Morlat, Frédéric Naulet

Destiné aux praticiens et aux diverses parties prenantes du secteur de l'eau potable en milieu rural – institutions et organisations haïtiennes, bailleurs de fonds, ONG –, cet ouvrage est issu de la capitalisation d'expériences, d'études et d'expertises menées par le Gret en Haïti. Il brosse l'état des lieux d'un secteur qui, dans un contexte de faillite de l'État et de faiblesse institutionnelle, peine à fournir des services durables. En s'appuyant sur cinq études de cas, il analyse les performances et les faiblesses des dispositifs existants, et propose une réflexion sur les conditions de leur amélioration. Ce document appelle les acteurs du secteur (État, exploitants, usagers et autorités locales) à considérer ces dispositifs davantage en termes de services qu'en termes de réseaux de tuyaux. Il les invite à consolider leur gouvernance, en travaillant sur leurs intérêts respectifs à disposer de services performants et rentables.



Réseaux

Droits fonciers dans la région du Mékong

Le 3^e Forum sur les droits fonciers dans la région du Mékong s'est tenu les 26 et 27 mai 2021 sur le thème « Régimes fonciers dans les zones forestières du Mékong : promouvoir la reconnaissance des droits coutumiers et les pratiques d'investissement responsables ».

Co-organisé par le projet Mekong Region Land Governance (MRLG), la FAO et le Land Portal, l'événement a réuni plus de 500 participant·e·s, membres d'agences gouvernementales, du secteur privé, d'ONG, d'agences de développement, ou d'instituts de recherche issus·es des pays du Mékong (Cambodge, Laos, Myanmar, Thaïlande, Vietnam) et au-delà. Ces acteurs ont pris part à des débats sur l'importance des réformes des politiques foncières et de développement agricole pour la sécurité foncière dans les zones forestières et la réduction de l'impact des investissements agro-industriels : des enjeux cruciaux pour les familles d'agriculteurs et les populations indigènes dans cette région.

Le projet MRLG est un projet du gouvernement suisse co-financé par l'Allemagne et le Luxembourg, et mis en œuvre par Land Equity International et le Gret.

Le Gret rejoint le Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)

Le Gret a rejoint en septembre 2021 le Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN) porté par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il intègre ainsi une large communauté d'acteurs des technologies climatiques, universitaires, financières, non gouvernementales, privées, publiques et de recherche, ainsi que plus de 150 entités nationales désignées.

Partenariats

En août 2021, le Gret a fait du partenariat le thème de son séminaire interne annuel

Opérationnels, scientifiques et financiers, les partenariats sont au cœur même de l'action du Gret. La grande majorité de ses interventions se déroulent au sein de *consortia* construits autour d'une vision commune et de l'échange de compétences et de connaissances. Les actions engagées dans ce cadre sont conçues pour perdurer et se développer au-delà de l'intervention du Gret.

Le Gret, premier partenaire bilatéral de la Principauté de Monaco

En 2021, le Gret a renforcé ses liens avec la Coopération monégasque, en particulier autour des questions de nutrition et de sécurité alimentaire, au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal, à Madagascar et en Mauritanie.

- ↑ Projet MRLG pour la sécurisation foncière des petits paysans au Laos.
- Projet PFOA, des mères donnant de la bouillie devant l'entrée d'un *Hotelin-jazakely* à Madagascar.
- ➔ Projet Dignité et santé au Sénégal.

“ Le Gret est aujourd'hui notre premier partenaire bilatéral, nous nous en réjouissons ! Un grand merci pour vous et vos équipes qui réalisent un travail remarquable.

Émilie SILVESTRE, coordinatrice des programmes, Direction de la Coopération internationale de Monaco



Nouveaux domaines d'intervention

PRISONS

Promouvoir la dignité des personnes détenues à Madagascar

Depuis octobre 2021, le Gret met à profit ses compétences pour améliorer les conditions de vie des personnes détenues et les conditions de travail du personnel pénitentiaire à Madagascar. Pendant quatre ans, il conduira des activités dans huit établissements pénitentiaires pour garantir un accès équitable à l'alimentation, à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Mais aussi pour renforcer les capacités des institutions publiques, le dialogue interministériel et la réinsertion des personnes détenues travaillant au sein des camps pénaux. Ces actions sont menées en partenariat avec le ministère de la Justice malgache, Grandir Dignement, Sentinelles et Agrisud International.

HYGIÈNE MENSTRUELLE

Améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes filles en milieu rural

Le Gret, à travers son projet Dignité et Santé, aide des groupements d'épargne et de crédit féminins du Burkina Faso et du Sénégal à développer une activité génératrice de revenus : la production et la vente de serviettes hygiéniques lavables. Les femmes membres de ces groupements sont à la fois productrices, vendeuses et consommatrices de ce produit. Les activités de sensibilisation menées en parallèle favorisent une meilleure connaissance du cycle menstruel et l'appropriation du produit par les populations.



Plaidoyer

Congrès mondial de la nature

Le Gret était présent au Congrès mondial de la nature, organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), qui s'est déroulé du 4 au 10 septembre 2021 à Marseille. Une occasion de partager son expérience en matière de conservation communautaire, fondée sur l'approche par les communs, et de faire entendre la voix des ONG de développement françaises sur l'urgence de renforcer les moyens financiers en faveur de la biodiversité.

COP 26

Membre de la délégation de Coordination SUD, le Gret a participé à la COP 26 qui s'est tenue à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021. Coordination SUD a publié à cette occasion le Baromètre des engagements climatiques et solidaires. Le Gret a pris une part active à la réalisation de cet ouvrage novateur, portant sur les aspects genre et énergie, aux côtés du Geres, de Care et d'Acting for life.



Reconnaissance officielle

Des farines infantiles fortifiées obtiennent leur certification nationale

Dans le cadre de son programme de prévention de la malnutrition, le Gret appuie les États dans l'élaboration et la mise en place de normes nationales encadrant la qualité des farines infantiles destinées aux enfants de 6 à 24 mois en complément du lait maternel. En 2021, ce processus de plusieurs années a abouti à la certification des farines infantiles locales fortifiées : la Koba Aina de l'entreprise sociale Nutri'zaza à Madagascar, et Misola au Niger. Une vraie garantie de qualité aussi bien pour les consommateur·rice·s que pour les producteur·rice·s. ■

CRISES ET DÉVELOPPEMENT : RENOUVELER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Charline Rangé,
responsable de
l'animation scientifique
au Gret

Pandémie mondiale, crises politico-sécuritaires au Myanmar, en Haïti et au Sahel, urgence nutritionnelle à Madagascar : l'année 2021 aura confirmé le constat d'une multiplication et d'un prolongement des crises et des conflits à travers le monde. Il se traduit de façon très concrète avec plus de 80 millions de personnes déplacées contre leur gré dans le monde, une situation inédite depuis la Seconde Guerre mondiale.

La (re)mise à l'agenda international du *nexus* humanitaire-développement-paix¹ ouvre de nouveaux champs des possibles pour concilier réponse aux besoins urgents, résilience, développement et cohésion sociale. Et pour repenser les relations entre institutions, ONG nationales et acteurs internationaux de l'urgence et du développement. La traduction des discours dans la pratique oblige les acteurs à innover mais ne va pourtant pas sans difficultés, ni sans contradictions.

Entre focalisation sur l'efficacité de l'aide et contraintes financières, le *nexus* n'est pas qu'une nouvelle manière de penser la coopération internationale. C'est aussi le vecteur d'une plus grande sélectivité de l'aide... au risque de marginaliser encore plus certains territoires et enjeux de développement.

Pour le Gret, le défi peut se résumer ainsi : **comment renouveler la solidarité internationale en contexte de crise, au service de l'action publique ?**

MOBILISER NOS SAVOIR-FAIRE D'ONG DE DÉVELOPPEMENT

Les crises bouleversent les systèmes territoriaux et aggravent les vulnérabilités, du fait des déplacements de populations, de la déstructuration des chaînes d'approvisionnement et des marchés, de la perturbation du secteur bancaire, de la hausse des prix, des restrictions imposées par l'État sur la liberté d'expression, etc. Les femmes et les hommes concernés ne sont pas pour autant des victimes

passives sans ressources, ce sont au contraire les premiers à se mobiliser pour inventer des stratégies de réponse à ces difficultés.

Le Gret conduit ses projets avec cette conviction : c'est à partir des savoirs, des ressources et des institutions locales que s'élabore une résilience face aux crises et leurs impacts.

En termes de politique publique, les limites et les travers des interventions d'urgence pensées de l'extérieur sont désormais bien connus : actions inadaptées et non coordonnées, concurrence des économies locales, fragilisation des mécanismes locaux de solidarité, déséquilibres territoriaux, affaiblissement des institutions, et finalement, aggravation des conflits.

Pour le Gret, **l'enjeu est de répondre aux besoins urgents à partir des ressources et des savoirs locaux, en mobilisant et renforçant les institutions et organisations locales.** Au Burkina Faso, il appuie les services techniques et les collectivités territoriales dans l'élaboration d'outils de planification sectorielle locale pour faciliter la coordination des acteurs internationaux impliqués dans l'approvisionnement en eau potable. À Madagascar, le Gret est intervenu pour le compte de l'association Kéré en soutenant la distribution gratuite de farine infantile fabriquée localement par l'entreprise sociale Nutri'zaza, née en 2013 d'une collaboration avec le Gret. Les distributions ont été faites via des sites nutritionnels mis en place par le Gret avec l'Office régional de nutrition. Au Myanmar, il est parti d'une activité de distribution massive de semences en réponse aux dégâts causés par le cyclone Nargis pour accompagner la structuration progressive d'un service de certification de semences locales. Un an après le coup d'État de février 2021, il appuie toujours la diversification des débouchés et des produits finis.

Loin de l'image d'une *tabula rasa*, les crises agissent comme des accélérateurs et des amplificateurs de problèmes déjà présents.

Agir sur la crise nécessite donc d'agir sur les facteurs de vulnérabilité structurels. Au Burkina Faso, le Gret mène des études sur l'accès au foncier qu'il met à la disposition des acteurs de la gouvernance locale pour les aider à identifier des solutions légitimes et pragmatiques. À Madagascar, le Gret a complété ses actions de distribution à travers l'aménagement de blocs agroécologiques et l'identification de techniques d'accès à l'eau adaptées aux conditions locales.

Les crises agissent aussi comme des révélateurs des phénomènes d'exclusion, du délitement du lien social et de la perte de confiance envers l'État. Les jeunes femmes et hommes en sont les premières victimes. Mais ils sont aussi les premiers acteurs du changement social qu'appellent les moments de crise. Pour le Gret, **la question de la cohésion sociale et de l'inclusion en contexte de crise constitue une priorité stratégique transversale.** Au Burkina Faso, il accompagne ainsi les organisations de la société civile qui soutiennent les jeunes femmes comme actrices de la vie publique, sociale, culturelle et politique.

PRODUIRE DE LA CONNAISSANCE DANS L'ACTION

Le Gret mène des activités de production de connaissances durant les différentes phases du cycle d'un projet. Cela fait partie de son ADN. Il contribue ainsi à l'évolution des instruments d'action publique que suppose l'opérationnalisation de la notion de *nexus*. Il produit des analyses contextuelles et des études prospectives avec des chercheur-e-s et des organisations de la société civile des pays, et évalue et capitalise ses expériences. Cette démarche est d'autant plus précieuse en

contexte de crise, que l'environnement évolue rapidement et oblige à des ajustements qui peuvent modifier en profondeur la manière de penser les problèmes et les solutions.

Au Sahel, le Gret mène par exemple une étude sur les déplacements forcés des populations pour nourrir aussi une vision de long terme de la gouvernance, du développement territorial et de la cohésion sociale.

UNE ORGANISATION RESPONSABLE

Le Gret s'appuie sur la relation de confiance créée avec ses partenaires engagés localement dans les projets. Les ONG nationales, fortement sollicitées en contexte de crise par les acteurs internationaux, sont souvent reléguées au rang de sous-traitant au risque de fragiliser leur ancrage local. Le Gret cherche, au contraire, à construire avec elles les décisions stratégiques.

Il investit également les espaces de coordination de l'aide humanitaire et noue des partenariats complémentaires avec ses acteurs, comme actuellement au Burkina Faso où il est engagé au sein du « cluster sécurité alimentaire » et dans les projets d'approvisionnement en eau.

Il systématise enfin l'intégration de la sensibilité au conflit et du principe « ne pas nuire » dans ses actions. Mal conçue, l'aide en situation de crise peut accentuer des tensions du fait d'actions discriminantes, violant certains droits fondamentaux ou alimentant la corruption. Le Gret prend soin d'analyser les interactions entre le projet et les dynamiques locales pour identifier les risques d'alimentation des conflits et s'en prémunir, voire adapter l'action pour qu'elle contribue à apaiser les conflits. ■



↑ Vue du bloc agroécologique de Karoke à Madagascar.

↳ Projet Nex'Eau au Burkina Faso.

↳ Opération Kéré à Madagascar.

Depuis 2021, le Gret bénéficie d'une accréditation auprès d'ECHO, le service de la Commission européenne dédié à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire.

ZOOM SUR DEUX PROJETS

OPÉRATION KÉRÉ : CONJUGUER URGENCE ET DÉVELOPPEMENT

Dans le Grand Sud malgache, la sécheresse a été particulièrement sévère en 2020 et 2021, débouchant sur une crise alimentaire majeure qui a mis en péril la vie et la santé de centaines de milliers de personnes. Alors que l'aide internationale tardait à arriver, le Gret, présent à Madagascar depuis 1988, a mis en place des actions dans les districts de Tsihombe et Ambovombe, grâce aux dons collectés par l'association Kéré. Ces actions ont consisté à apporter une aide immédiate aux familles (distribution de vivres et d'eau potable) pour répondre à l'urgence. Et à continuer de construire, dans le même temps, des solutions plus durables pour améliorer la résilience des habitant-e-s face à la sécheresse : restauration des cultures endommagées, distribution de semences tolérantes à la sécheresse, étude sur des solutions d'accès durable à l'eau potable.

NEX'EAU : RÉPONDRE À L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE EN EAU POTABLE EN CONTEXTE DE CRISE

Au Burkina Faso, plusieurs villes font face à l'arrivée massive de populations ayant fui différentes régions du fait de l'insécurité croissante, d'où une augmentation de la demande en eau potable dans les centres urbains.

Le projet Nex'Eau, mené en consortium avec le Groupe URD et Solidarités International, renforce les services publics d'approvisionnement en eau potable pour 300 000 personnes, dont 80 000 déplacées, en se plaçant dans une stratégie de moyen-long terme, fondée sur des expertises et méthodologies de l'urgence et du développement. La recherche-action permet de produire des analyses tout au long du projet.

RETOUR SUR LE PARI GAGNANT D'UN GESTIONNAIRE D'EAU POTABLE

EN 2008, LE GRET A LANCÉ UN PROJET PRÉCURSEUR À MADAGASCAR : MEDDEA (MÉCANISMES DURABLES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT). CE PROJET ÉTAIT LE PREMIER À S'APPUYER EXPLICITEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL POUR LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC. INITIALEMENT CONTROVERSÉE, CETTE APPROCHE EST DEVENUE UN EXEMPLE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC « RÉUSSIE », REPRIS DEPUIS PAR LES ACTEURS DE L'EAU À MADAGASCAR ET MODÉLISÉE SOUS LES INITIALES GIC (GESTIONNAIRE-INVESTISSEUR-CONSTRUCTEUR).

L'un des premiers réseaux d'eau installés par le projet Meddea se trouve dans le centre de Madagascar, où un système d'alimentation en eau potable de la commune d'Ambano est géré depuis bientôt 10 ans par un opérateur privé. Retour sur la création d'une dynamique vertueuse, qui s'est installée dans la durée.

Ambano, située à une centaine de kilomètres au sud d'Antananarivo, est une commune d'environ 54 000 habitants où les conditions d'accès à l'eau sont particulièrement difficiles. Mais désormais à Andrakodavaka, l'un des *fokontany*¹ d'Ambano, les infrastructures installées dans le cadre du projet Meddea assurent la distribution en eau potable, améliorant ainsi la qualité de vie et la santé des populations. Les kiosques d'eau sont encore utilisés par la majeure partie des habitant-e-s, mais le nombre d'abonnements aux branchements privés augmente aussi de façon constante depuis 10 ans. Ils bénéficient aujourd'hui à 430 personnes environ (contre 125 en 2010), soit près du quart des ménages des villages concernés.

La pérennité de ce service a été favorisée par la qualité de l'accompagnement du Gret auprès de la commune et du gestionnaire privé. Maire de la commune d'Ambano entre 1999 et 2015, Rasolofojaona Rakotondradinina l'assure : « *le service n'aurait pas duré aussi longtemps si la gestion n'avait pas été confiée à une entreprise* ». Cette collaboration avec le secteur privé ne présente pour lui que des avantages, favorisant la création d'emplois et la pérennité du service.

DES FORMATIONS ET L'APPUI D'UN COACH

Pour ce premier réseau à Andrakodavaka, un contrat de gérance a ainsi été signé entre la commune et Rakotoharisoa Haritsimba, un petit opérateur privé qui a souhaité tenter l'aventure. Dans la foulée de la crise politique qui a secoué Madagascar en 2009, l'homme a renoncé à son idée d'élever du bétail pour faire du fromage et s'est lancé dans la fourniture d'accès à l'eau potable.

L'accompagnement du Gret lui a été précieux : « *J'ai pu suivre plusieurs formations, notamment en gestion d'entreprise. Un coach m'a même aidé dans la coordination de mes activités personnelles avec ce nouveau rôle dans le secteur de l'eau. Je n'aurais pas pu rêver mieux comme accompagnement.* »

Depuis dix ans, le service d'eau potable dans la commune d'Ambano trace sa route. Lors d'une deuxième phase du projet Meddea, la commune, avec l'appui du Gret, a confié la gestion de réseaux d'eau dans trois *fokontany* supplémentaires à Haritsimba. Il se lance alors dans un nouveau pari : en 2015, il investit dans les infrastructures du projet la somme conséquente pour lui de 25 millions d'Ariary (environ 7 200 euros) après avoir contracté un prêt auprès d'une banque de microfinance. En 2017, sa petite entreprise, Miharindrano, signe un contrat de 15 ans pour gérer l'ensemble des réseaux d'eau de la commune.

À ce jour, six *fokontany* sur 12 dans la commune d'Ambano sont désormais alimentés en eau potable grâce à Miharindrano.



↑ Épi-kiosque à Andrakavato, commune d'Ambano (Madagascar), construit dans le cadre du projet Meddea 2. Le fontainier, Jean-Baptiste Rakotoharisoa, y vend jusqu'à 200 bidons de 20 litres par jour.

← Haritsimba supervise l'installation d'un branchement privé.

← Réunion communautaire sur l'opérationnalisation du nouveau réseau d'eau à Akerambe, commune d'Ambano.

Informations et propos recueillis par Hary Cylia Ramanankilana, chargée de communication au Gret Madagascar

Un tiers des habitants de ces villages ont l'eau à la maison, le reste s'approvisionne auprès de kiosques à eau.

GAIN DE TEMPS ET D'ARGENT

« *Auparavant, il fallait puiser de l'eau à la source, avec une charrette pour le transport* », confie Rasoazananaivo Voahanginirina, une habitante du *fokontany* Tsaramandroso. « *Cela prenait une demi-heure par jour. Maintenant que nous avons ce branchement à la maison, c'est fini! En plus, nous payons environ 15 000 Ariary par mois (environ 3,50 euros). C'est beaucoup moins cher que d'acheter de l'eau puisée à la source.* »

Le système d'adduction en eau (captage, transport, stockage, distribution) mis en place dans la commune s'est ainsi révélé bénéfique dans un schéma « gagnant-gagnant ». Il bénéficie durablement aussi bien à la population qu'à l'opérateur gestionnaire. Et ce, en dépit de

difficultés liées à l'irrégularité des paiements au niveau de certains branchements institutionnels pour des centres de santé de base et des écoles. Deux branchements sur sept ne sont en effet pas alimentés actuellement en raison de non-paiement sur une période prolongée.

Mais loin de baisser les bras face aux obstacles, l'entreprise Miharindrano a étendu ses activités. Elle fournit désormais de l'eau potable à Mandoto, une autre commune rurale de la région de Vakinankaratra, où 675 branchements privés sont désormais installés.

« *En m'investissant dans ce nouveau métier, mon niveau de vie a évolué, reconnaît l'entrepreneur. Les systèmes d'alimentation en eau dans les deux communes sont stables* ». Il se projette et pense à étendre ses activités « *dans la région de Vakinankaratra, et même dans d'autres régions* ». ■

1. Une subdivision administrative de la commune.

LES PÉPINIÈRES URBAINES

LE GRET TESTE DES SOLUTIONS À L'ÉCHELLE LOCALE POUR LES RÉPLIQUER ENSUITE À PLUS GRANDE ÉCHELLE, LES ÉTENDRE À D'AUTRES LOCALITÉS OU PAYS. C'EST LE CAS DES PÉPINIÈRES URBAINES, UN PROGRAMME LANCÉ PAR L'AFD EN 2018 ET MIS EN ŒUVRE PAR LE GRET EN PARTENARIAT AVEC URBAMONDE, URBASEN ET CABANON VERTICAL. LES RÉSULTATS PROMETTEURS DE DEUX PROJETS PILOTES MENÉS À TUNIS ET OUGADOUGOU ONT DONNÉ LIEU AU LANCEMENT DE NOUVEAUX PROJETS ET À LA CRÉATION D'UN RÉSEAU.

LES PÉPINIÈRES URBAINES, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Mobiliser les citoyen-ne-s autour de la conception et de la création d'aménagements en prenant en compte les attentes pratiques des populations, investir ou réinvestir des espaces inutilisés, promouvoir la concertation et la participation de tout-e-s pour améliorer, *in fine*, la qualité des projets urbains. Les Pépinières urbaines revendiquent une autre pratique de l'urbanisme, plus collaborative, inclusive et proche des spécificités locales. Elles réunissent les acteur-ric-es et usager-e-s des espaces publics – pouvoirs publics, associations, acteurs économiques, habitant-e-s, technicien-ne-s, mis en mouvement par les opérateurs « pépiniéristes » qui jouent un rôle de facilitateurs et permettent aux parties de dialoguer.

Les pépinières réalisent des micro-projets urbains qui préfigurent ou complètent des projets structurants financés par l'AFD et portés par des institutions publiques locales. Les initiatives peuvent prendre la forme d'une radio mobile qui sillonne Dakar, de gradins pour un terrain de sport à Abidjan, d'une aire de jeux à Ouagadougou, ou encore d'un parc urbain à Tunis.

UNE DÉMARCHE INNOVANTE...

Inspirée d'initiatives d'urbanisme participatif, transitoire et tactique en Europe, en Amérique latine et du Nord, l'innovation se situe notamment dans la méthode : la démarche est centrée sur les usager-e-s avec qui le projet est entièrement conçu. Pour Virginie Rachmuhl, responsable des programmes urbains au Gret, « il est important de faire avancer la cause des habitant-e-s dans la fabrique urbaine. On constate trop souvent, en particulier dans les quartiers précaires, que les premiers concernés sont les derniers à être consultés ».

Par ailleurs, en comparaison avec des projets dits « classiques », l'étude et la phase de diagnostic sont nettement raccourcies : « *L'idée est d'aller vite sur des réalisations pour les tester en grandeur réelle et ensuite les ajuster, plutôt que de faire des études plus théoriques et lourdes, qui demandent plus de temps et de moyens.* »

... APPRÉCIÉE DES POPULATIONS

Les projets sont conçus pour recréer du vivre ensemble et renforcer la cohésion sociale. À Ouagadougou, dans un contexte de fortes tensions communautaires, cette dimension permet d'unir les citoyen-ne-s autour d'un même objectif.

Certains projets peuvent aussi bénéficier aux usager-e-s d'un espace autant qu'au développement économique des petits commerces de la zone. C'est le cas de l'aménagement de la halle de la gare routière de Rufisque, dans la région de Dakar, qui prévoit des stands pour les gargotières.

Surtout, ils répondent à des attentes fortes des populations en raison de la pénurie d'équipements sportifs, culturels, de loisirs ou favorisant les mobilités piétonnes. Au point d'être parfois victimes de leur succès. À Ouagadougou, « *comme il existe une immense pénurie, les équipements mis en place sont surutilisés, entraînant des dégradations* », explique Virginie Rachmuhl, « *il nous faut ainsi réfléchir sur la qualité dans le cadre d'aménagements temporaires ou transitoires et travailler sur la mise en place de dispositifs de gestion des équipements qui associeront les usager-e-s et les institutions publiques compétentes* ».

Enfin, le savoir-faire du pépiniériste, son rôle d'intermédiation, sa redevabilité sont appréciés des populations, créant une confiance qui lui



permet de construire des liens entre les institutions et les communautés, une dimension cruciale de ce type de projets.

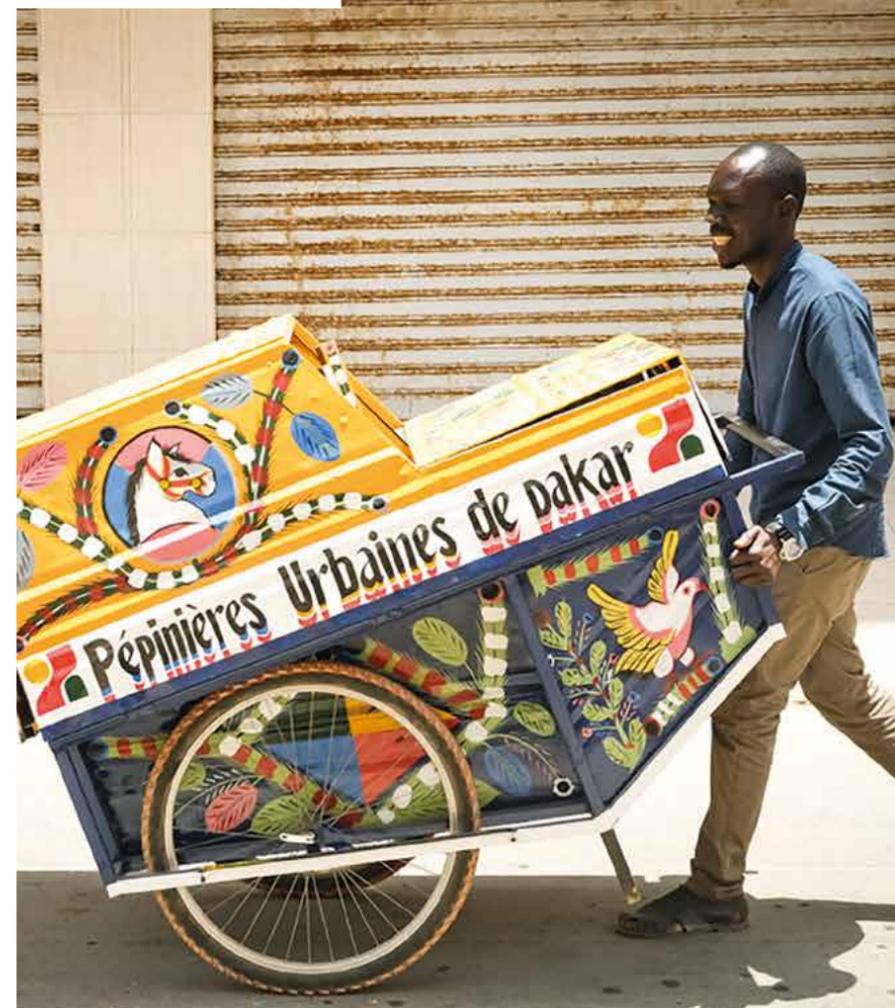
... DÉSORMAIS RÉPLIQUÉE DANS D'AUTRES QUARTIERS ET VILLES DU MONDE

La démarche a vocation à faire école. Géographiquement, elle se réplique depuis la première phase de test au Burkina Faso et en Tunisie : les demandes se multiplient sur les terrains d'action de l'AFD. Des pépinières ont été lancées à Dakar et à Abidjan, une autre est en cours de lancement à Nairobi. Des échanges ont lieu à Madagascar, Douala, Monrovia. Le projet de Tunis est étendu, celui de Ouagadougou est reconduit, et son extension à des villes secondaires envisagée. À Dakar, l'approche essaime autour des thèmes de la sécurité routière et des équipements sportifs de proximité. Le Gret et les pépiniéristes commencent à intégrer la démarche en amont ou en aval d'autres projets urbains.

La réflexion autour du projet s'élargit elle aussi, avec la volonté d'atteindre, par la formation et les échanges, un public plus large : collectivités territoriales, bailleurs, professionnel-le-s de l'urbain, administrations, étudiant-e-s, ONG. ■

→ POUR EN SAVOIR PLUS :
pepinieres-urbaines.org

- ↗ Activité sportive sur un site de pépinière urbaine de Ouagadougou, Burkina Faso.
- ↗ Projet Pépinières urbaines de Ouagadougou, Burkina Faso.



- ↗ Séminaire des pépinières urbaines au Sénégal.
- ↑ Projet Pépinières urbaines, radio itinérante, Sénégal.
- © Studio Bainem

TRANSFORMER LE LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROCÉDÉS ET CLÉS DU DÉVELOPPEMENT DES MINILAITERIES



La production et la commercialisation de lait en Afrique de l'Ouest font partie intégrante de l'économie et du mode de vie des familles d'éleveurs et d'agropasteurs ruraux. En décembre 2021, le Gret a publié, avec les Éditions Quæ, un guide pratique sur les procédés de transformation des produits laitiers et les points clés du développement des minilaiteries en Afrique de l'Ouest.

INTERVIEW DE CÉCILE BROUTIN ET MARIE-CHRISTINE GOUDIABY, AUTRICES DE L'OUVRAGE

Pourquoi cet ouvrage et à qui s'adresse-t-il ?

Le Gret accompagne et renforce la dynamique de développement des minilaiteries en Afrique de l'Ouest car elle répond à d'importants enjeux socio-économiques et environnementaux dans la région.

Cet ouvrage capitalise les expériences tirées de 20 ans d'intervention du Gret, de ses partenaires et d'autres organisations sur la filière lait et l'accompagnement des unités de transformation. Il s'agit d'un ouvrage technique qui fournit des informations sur les procédés et les bonnes pratiques de transformation des produits laitiers et présente les points clés de développement de ces minilaiteries. Il s'adresse aux acteurs de la filière ainsi qu'aux organismes qui les accompagnent et aux pouvoirs publics.

Quel rôle les minilaiteries jouent-elles en Afrique de l'Ouest ?

Les minilaiteries sont de petites entreprises qui transforment moins de 1 000 litres de lait par jour. Elles jouent un rôle important de connexion entre la production périurbaine et rurale et le marché urbain de proximité.

L'une des contraintes majeures est l'organisation de la collecte du lait dont la production est le fait de petites exploitations familiales très éparpillées sur le territoire. Il s'agit également d'un produit fragile dont la conservation pose des risques sanitaires non négligeables.

Notons que pour ces raisons, une grande part des produits laitiers fabriqués en Afrique de l'Ouest le sont à partir de lait en poudre importé.

À ce propos, comment faire face à l'importation massive de lait en poudre européen et favoriser le développement de la filière lait locale ?

Les importations de lait européen sont un problème pour le développement de la filière locale. Elles s'élèvent en Afrique de l'Ouest à 2,5 milliards d'équivalent litres par an, tandis que la production locale est estimée à 5 milliards de litres. Par ailleurs, la qualité du lait en poudre importé est en baisse. Beaucoup d'industries européennes retirent la matière grasse pour produire du beurre exporté en Chine, notamment. Cette matière grasse est remplacée par de l'huile de palme. Vendu 30 % moins cher sur le marché, ce produit crée une véritable concurrence avec le lait local.

Les enjeux en termes de politiques publiques sont donc de taille. Le Gret, au sein de réseaux de partenaires locaux et internationaux, est engagé dans un plaidoyer pour inciter les États à prendre des mesures fiscales comme l'augmentation des taxes douanières et la baisse de la TVA sur les produits laitiers locaux afin de stimuler la production locale, ou encore pour la création d'infrastructures de collecte.

Il semble d'autant plus important de soutenir ces initiatives que le développement de la filière lait local présente de nombreux avantages... Quels sont-ils ?

La transformation du lait local permet en effet de générer des revenus supplémentaires pour les éleveurs et agropasteurs ruraux et de créer des emplois, notamment pour les

jeunes, en développant de nouveaux métiers comme celui de collecteur de lait, dont le Gret a soutenu l'émergence¹.

Il existe également un véritable intérêt nutritionnel : riche en calories, en magnésium, en calcium, le lait local est aussi source de protéines, souvent insuffisantes dans l'alimentation des populations de la région, en particulier dans les zones continentales. Le Gret mène une action pilote au Burkina Faso et au Sénégal avec la distribution de produits laitiers locaux dans les cantines scolaires : en plus de renforcer la sécurité alimentaire des enfants et de sensibiliser les populations à l'intérêt de consommer ce lait local, cela aide les éleveurs et les minilaiteries à développer leur filière, à se structurer, à créer un circuit court de collecte et de distribution suffisamment solide.

Enfin, le développement de la filière présente un intérêt environnemental : les systèmes d'élevage ouest-africains valorisent des écosystèmes naturels très riches en biodiversité. Ces systèmes génèrent par ailleurs moins de gaz à effet de serre et consomment moins d'énergies fossiles que les systèmes d'élevage laitiers européens.

Quels enjeux vous semblent importants à relever dans la poursuite du développement des minilaiteries ?

Le Gret porte une attention particulière à la place des femmes. Traditionnellement, la transformation du lait et la traite sont souvent des activités menées par les femmes. Mais avec le développement de la collecte et des minilaiteries, notamment en termes d'équipements et de commercialisation, les hommes ont tendance à s'approprier cette activité devenue plus rentable, captant aussi une partie des revenus de la vente et de la transformation.

Il existe également un enjeu autour de la nécessité de garder un noyau laitier proche des minilaiteries, même en période de transhumance. Cela implique la production de cultures fourragères et l'accès à des aliments concentrés pour nourrir le bétail resté sur place pendant la période de sécheresse. Le fait de garder ces noyaux laitiers a aussi l'avantage de permettre aux femmes de rester pendant la période de transhumance pour subvenir aux besoins de la famille et aux enfants de ne pas être déscolarisés. ■

1. Lire à ce sujet le *Guide du métier de collecteur laitier. Démarrer et développer une activité de collecte de lait : illustrations à partir d'expériences au Sénégal*, Marie-Christine Goudiaby en collaboration avec Cécile Broutin, Marc Petitdan et Mame Coumba Faye ; Gret, AVSF, ministère de l'Élevage et des Productions animales, 2019.

Voir p. 44-45 la liste intégrale des ouvrages publiés en 2021.

Cécile Broutin et Marie-Christine Goudiaby
Éditions du Gret/Éditions Quæ,
2021, 272 p.



Agroéconomiste de formation,
Cécile Broutin

est responsable au Gret de la conception et de la mise en œuvre de projets de développement et de recherche dans les domaines des filières agricoles et agroalimentaires.



Ingénieure en industries agroalimentaires,
Marie-Christine Goudiaby

est chargée au Gret de l'évaluation et de l'accompagnement d'unités de transformation agroalimentaire, et des questions de nutrition et de genre au Sénégal.



↑ Éleveuse livrant son lait à la mini-laiterie de Tambacounda, Sénégal. © F. Boyer

NOS THÉMATIQUES

- p. 20 Des ressources naturelles gérées collectivement
- p. 22 Un accès universel à des services essentiels
- p. 24 Des villes résilientes et citoyennes
- p. 26 Un emploi décent pour toutes et tous
- p. 28 Une alimentation saine et des soins de qualité
- p. 30 Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- p. 32 Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- p. 34 Thématiques transversales

↑ Projet de protection et de gestion inclusive de la réserve naturelle de Pu Luong au Vietnam.



DES RESSOURCES NATURELLES GÉRÉES COLLECTIVEMENT

L'humanité dépend directement des ressources naturelles pour sa subsistance et se trouve ainsi particulièrement menacée par les dégradations environnementales. C'est pour cette raison que le Gret encourage la participation des populations locales dans le maintien ou la restauration des écosystèmes, pour une gestion concertée et inclusive des territoires. Ces actions contribuent à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité.

14 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Cambodge, France, Guinée, Haïti, Laos, Liberia, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

GUINÉE

LA FORÊT DE ZIAMA FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

2021 | Budget : 72 K€ | Financement : AFD (Facilité Adapt'Action) | Partenaires : Suez environnement, Acterra consulting, Biotope

La réserve de biosphère de Ziama, paysage transfrontalier entre la Guinée et le Liberia, est fragilisée et menacée par l'activité humaine et le changement climatique. Cet écosystème fournit des services écologiques critiques pour la sécurité alimentaire locale et le développement de la région,

notamment autour de la production de cacao et de café. L'AFD y soutient un projet de conservation de la biodiversité et d'amélioration de la résilience climatique qui concerne 32 villages riverains de la réserve.

Dans ce cadre, le Gret a réalisé le premier diagnostic de vulnérabilité au changement climatique en relation avec une aire protégée. L'étude a également permis de définir avec les communautés les options nécessaires d'adaptation et la faisabilité proprement dite du projet de conservation. Elle révèle par ailleurs que les températures, en augmentation depuis 40 ans, vont encore s'élever dans les 40 prochaines années. Il est donc indispensable de rétablir le massif forestier.

MADAGASCAR

PÊCHE CÔTIÈRE DURABLE DANS LA BAIE D'ANTONGIL

2018-2021 | Budget : 688 K€ | Financement : Madagascar National Parks, KFW, AFD | Partenaires : Wildlife Conservation Society, Cirad

La réserve de biosphère de Mananara-Nord abrite des écosystèmes marins et côtiers menacés, ce qui risque à terme d'affecter la sécurité alimentaire de la population. Quarante aires de pêche y sont gérées localement par des pêcheurs riverains. Le projet avait pour objectif d'analyser, sous le prisme des communs, les facteurs de blocage à l'adhésion locale à ces aires, de réajuster les stratégies d'accompagnement pour favoriser une meilleure appropriation de la communauté et de développer une gouvernance partagée et inclusive au cœur des dispositifs d'appui. Les actions du Gret résidaient également dans l'amélioration des moyens de production agricole de la communauté de pêcheurs.

Le projet a soutenu 1 323 ménages, dont 705 ménages agro-pêcheurs. La sécurisation et la diversification de leurs revenus en a été améliorée. Concernant la gestion locale des écosystèmes, l'accompagnement a permis de désamorcer les conflits sociaux que les aires de pêches généraient.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

GOVERNANCE ET GESTION D'UN PÉRIMÈTRE AGROFORESTIER

2019-2021 | Budget : 395 K€ | Financement : UE, AFD, FHS | Partenaire : Capak

Le projet Agroforesterie en bien commun au Katanga (APHK) avait pour ambition de renforcer la résilience des populations au changement climatique dans un périmètre agroforestier en périphérie de Lubumbashi. Son objectif était d'améliorer la sécurité alimentaire et de lutter contre la déforestation liée à la production de charbon de bois.

Adoptant une approche par les communs, le Gret a travaillé à consolider la gouvernance et la gestion de ce périmètre agroforestier de 150 exploitations agricoles de 12 hectares chacune, réunies au sein d'une faitière de 10 associations (la Capak).

Le projet a également permis de renforcer la viabilité du périmètre à travers la sécurisation foncière, la sédentarisation des exploitants, l'accès à l'eau et la diversification des revenus. ■



PUBLICATION 2021

De la gouvernance partagée des forêts de bambou à la structuration de filières durables : le programme Bambou au Laos sous le prisme des communs, Desbleds L., Éditions du Gret, Cahier projet.

Initié en 2008 par le Gret, le programme Bambou a accompagné, pendant une dizaine d'années un processus d'apprentissage collectif conduit par les acteurs de la province de Houaphan dans le Nord du Laos pour développer ensemble des filières bambou durables.

Ce cahier projet analyse les résultats obtenus, les facteurs de réussite et d'échec du programme. Il met en perspective la démarche d'accompagnement adoptée, sous le prisme d'une « approche par les communs », pour construire une gouvernance partagée de la ressource et de ses chaînes de valeur.

➤ Réserve de biosphère de Mananara-Nord à Madagascar.

➤ Projet d'agroforesterie au Katanga, République démocratique du Congo. © Pierre Proces - Nature+

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 2, 13, 14 ET 15.





UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES ESSENTIELS

Les services d'eau, d'électricité, d'assainissement et de gestion des déchets sont fondamentaux pour répondre à nos besoins essentiels. Le Gret favorise ainsi l'accès universel et équitable à des services essentiels de qualité, dans le respect de l'environnement. Ses actions s'inscrivent dans une démarche partenariale avec les autorités locales, le secteur privé ainsi que les usager-e-s et citoyen-ne-s pour une construction et une gestion concertée, pérenne et inclusive de ces services.

16 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, France, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

BÉNIN

ÉVALUATION D'UN PROJET D'ÉLECTRIFICATION

2021 | Budget : 70 K€ | Financement : AFD | Partenaire : LaDyD

Quels sont les impacts et l'efficacité d'un projet d'électrification rurale sur les ménages et le développement économique? L'étude réalisée par le Gret a évalué ces effets, six ans après la fin d'un projet d'extension de réseau mené par la Société béninoise d'énergie électrique dans 105 localités rurales. Il apparaît notamment que si la stratégie de subventionnement au

raccordement s'est avérée efficace, elle ne doit pas s'arrêter à la mise en service du réseau, au risque de ne cibler que les ménages les plus aisés. L'appui au raccordement doit en effet être prolongé pour étendre le nombre d'abonnés et limiter ainsi les branchements non officiels, source de conflits et d'inégalités.

Par ailleurs, si l'électrification a généré des activités économiques dans les localités, cela n'a pas suffi à créer une dynamique territoriale: un soutien plus intégré aux activités économiques et aux filières agricoles, lancé après l'arrivée de l'électricité, permettrait de maximiser les impacts. Enfin, l'électrification n'a pas modifié les rapports de genre: travailler sur la cuisson (efficacité énergétique, combustibles alternatifs) aura probablement un effet plus significatif.

MADAGASCAR

POUR UN ASSAINISSEMENT CONCERTÉ ET DURABLE

2018-2022 | Budget : 900 K€ | Financement : AFD, Grand Lyon, Mairie de Paris, The Family Stone Foundation | Partenaires : Ministère malgache de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Communes de Ambohimangakely, Ampitatafika et Tanjombato, SMA

L'accès à l'assainissement demeure un défi majeur pour le développement de Madagascar. En 2018, seuls 16 % des ménages disposaient d'un accès à des toilettes hygiéniques. Grâce au projet Alisota, le Gret et ses partenaires ont amélioré les services d'assainissement liquide et de gestion des déchets ménagers dans trois communes. Cinq structures de pré-collecte de déchets sont désormais autonomes et rentables, tandis que trois autres sont chargées de la gestion des boues de vidange. La capacité de collecte des communes a doublé, permettant de desservir 10 500 ménages.

Pour Tovo Rakotojohary, maire de Tanjombato, « ce qui a été mis en œuvre dans le cadre de ce projet est tout à fait rentable pour la commune ». Enfin, le Gret, avec son partenaire Diotontolo, a équipé 357 ménages en toilettes hygiéniques avec un accès à un service de vidange amélioré.

- Projet Alisota, collecte de déchets à Madagascar.
- Coupe du typha à Garack, Mauritanie.



MAURITANIE

TRANSFORMER UNE PLANTE INVASIVE EN UN BIOCOMBUSTIBLE DURABLE

2018-2022 | Budget : 725 K€ | Financement : Ademe, FFEM, Ministère de la Transition écologique et solidaire, Fondation Valorem - Watt for Change | Partenaires : Iset, Ademe, BioBuild Concept, Université de Nouakchott

Depuis les années 80, le roseau typha envahit les rives du fleuve Sénégal, étouffant la biodiversité. Il empêche les activités humaines (pêche, agriculture, élevage, etc.) et a des impacts néfastes sur la santé. Face à l'impossibilité d'endiguer la prolifération de cette plante, le Gret et ses partenaires ont eu l'idée d'en faire un biocombustible renouvelable et abordable. Une initiative particulièrement utile en Mauritanie et au Sénégal, où plus de 50 % de la population cuisine au bois et au charbon de bois avec des impacts majeurs sur la déforestation, le changement climatique et la santé respiratoire, principalement des femmes.

En 2021, l'équipe du Gret a accompagné l'installation d'une usine de production de ce biocombustible à Rosso, en Mauritanie, afin d'améliorer sa qualité et permettre la mise à l'échelle de la filière. Les machines pouvant être fabriquées en Mauritanie, l'ont été par un artisan local. Des formations et des concertations avec les différentes parties prenantes ont été menées pour organiser l'exploitation de la plante et son approvisionnement.

SÉNÉGAL

DIALOGUE INITIÉ PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

2020-2024 | Budget : 626 K€ | Financement : AFD | Partenaires : Posceas, Université Gaston Berger (Dakar)

La participation citoyenne est un puissant levier d'amélioration des politiques et services d'eau et d'assainissement. Partant du constat partagé d'une faible mobilisation des citoyen-ne-s et d'un manque de transparence dans la délivrance des services, le Gret et la Plateforme des organisations de la société civile de l'eau et de l'assainissement du Sénégal (Posceas)



PUBLIÉS EN 2021

La gouvernance du tuyau : pour des services d'eau potable ruraux plus performants en Haïti, Morlat L., Nault F., Éditions du Gret, Comprendre, agir & partager, n° 5.

Enjeu de gouvernance locale autour de la potabilisation des eaux du fleuve Sénégal et des réseaux de distribution multi-villages : enseignements du programme « Aïcha » dans le Trarza, L'Ouest saharien - Cahiers d'études pluridisciplinaires, David F., Le Jeune T., vol. 13-14.

Quand les déchets bousculent la politique locale d'une ville intermédiaire en crise (Dolisie, Congo), Pierrat A., Marchadour A., Colombier R., Géocarrefour, vol. 95, n° 1.

ont conçu l'intervention Diss'Eau. L'objectif? Favoriser l'émergence d'une gouvernance des services d'eau et d'assainissement plus inclusive, adaptée et durable. C'est avec un *serious game*, nommé *F'eau ba deg'eau* (« jeu de l'entente ») que s'est déroulée la première mobilisation. « Ce jeu nous permet d'avoir une prise sur les réalités du terrain, les problèmes auxquels nous sommes confrontés au niveau du secteur de l'eau et de l'assainissement », d'après Saliou Thiaw, planificateur au ministère de l'Eau et de l'Assainissement. D'autres approches innovantes sont déjà entamées. ■

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 6, 7 ET 12.





DES VILLES RÉSILIENTES ET CITOYENNES

L'ensemble de la population et des usager-e-s d'un territoire ou d'un quartier, même précaire, a le droit de vivre dans un environnement sain et digne, à proximité des services, et de participer à la fabrique et à la gestion de la ville. L'urbanisation rapide, les bouleversements climatiques en cours, ainsi que des modèles de développement insoutenable compromettent ce droit. Dans ce contexte, le Gret s'engage pour un urbanisme citoyen, solidaire et responsable vis-à-vis des ressources locales. Il accompagne les organisations de la société civile et les autorités locales afin qu'elles développent des politiques et des projets orientés vers la réduction des inégalités et des vulnérabilités.

8 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Djibouti, France, Haïti, Madagascar, République centrafricaine, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN MILIEU URBAIN À BANGUI

2021 | Budget : 280 K€ | Financement : AFD

Bangui est sous-équipée en services urbains et reste marquée par de grandes fractures socio-spatiales, conséquences des crises ethno-religieuses de 2012-2015. L'État a choisi de construire et réhabiliter des infrastructures publiques par des travaux à haute intensité de main-

d'œuvre (Thimo), dans le cadre du projet Presu. En faisant travailler ensemble, autour d'un objectif commun, des jeunes issu-e-s de confessions religieuses différentes et en contribuant à une redistribution économique au niveau des populations vulnérables au sein des quartiers, les Thimo agissent dans le sens d'une réduction des conflits et d'une amélioration de la cohésion sociale.

Le Gret assure l'accompagnement social de Presu. Il remplit notamment une mission de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, en faisant l'intermédiation entre d'une part les populations des quartiers d'intervention, et d'autre part les institutions publiques et entreprises. En 2021, le Gret a animé de nombreuses réunions

publiques d'information dans plus de 20 quartiers. Il a également contribué au recrutement de 1 347 manœuvres issus des quartiers d'intervention, dont 263 femmes.

SÉNÉGAL

PÉPINIÈRES URBAINES : LES PREMIÈRES POUSSÉS URBAINES ONT ÉMÉRgé

2020-2022 | Budget : 500 K€ | Financement : AFD / Partenaires : UrbaSen, UrbaMonde, collectif ETC, Transitec

Véritables laboratoires d'initiatives citoyennes, les pépinières urbaines sont des dispositifs d'accompagnement de micro-projets urbains innovants et participatifs. Elles interviennent en complément de grands projets d'aménagement urbain ou de mobilité financés par l'AFD. Dans la région de Dakar, le réseau des transports publics est en pleine transformation. Le projet Pépinières urbaines de Dakar s'inscrit dans ce contexte de redéfinition de la mobilité dans l'agglomération. Il vise à favoriser l'appropriation des futurs équipements de transports collectifs par les usager-e-s et les habitant-e-s.

En 2021, deux aménagements sur les cinq prévus ont été conçus et réalisés de manière participative, dont un sur du foncier résiduel le long de la ligne du nouveau transport express régional (une aire de jeux et un espace d'études et de cérémonies). Le Réseau des pépinières urbaines a regroupé à Dakar pour un temps d'échanges et de

capitalisation les pépinières de Dakar, Ouagadougou, Tunisie et Abidjan, ainsi que deux projets à Madagascar et au Kenya.

TOGO

URBANISME INCLUSIF : DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LE GRAND LOMÉ

2020-2022 | Budget : 115 K€ | Financement : AFD

Fort de son expérience en développement urbain participatif, le Gret s'implique auprès du District autonome du Grand Lomé (DAGL) dans la définition, la conception et l'appui à la gestion de trois équipements sportifs de la capitale accessibles à toutes et tous. Les équipements de sport et de loisir y sont peu présents et très appréciés, notamment des jeunes. L'ambition du projet est aussi d'utiliser l'engouement pour le sport des futures personnes usagères comme vecteur de mobilisation citoyenne en faveur de la protection de l'environnement et de l'inclusion sociale.

Les projets d'équipement ont été conçus de façon participative pour refléter la diversité des usages et des aspirations. L'intermédiation déployée par le Gret a permis de faire émerger un consensus sur la programmation souhaitée des futurs sites. Le DAGL a pu alors faire ses arbitrages et le Gret l'a appuyé dans la création d'un fonds d'appui aux associations et fédérations sportives pour des micro-projets alliant sport, environnement et inclusion sociale. ■



PODCAST 2021

Radio Pépit', la radio de la capit', un podcast dédié aux Pépinières urbaines

- Épisode 1 : Dakar rencontre Ouaga
réalisation : Chiappero F.
- Épisode 2 : Ouaga rencontre Abidjan
réalisation : Chiappero F.
- Épisode 3 : Semaine des pépinières urbaines
réalisation : Oubda A., Varnai B., avec l'équipe de la pépinière urbaine de Ouagadougou et Chiappero F.

Retrouvez ces trois épisodes sur pépinieres-urbaines.org

Produit par l'AFD et le Réseau des pépinières (Gret, UrbaMonde, UrbaSen et Cabanon Vertical)



- ↑ Équipements sportifs conçus avec l'implication des citoyen-ne-s, Grand Lomé, Togo.
- ↗ Projet Pépinières urbaines de Dakar, Sénégal. © Studio Bainem
- ↘ Projet Presu en République centrafricaine.

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 10 ET 11.





UN EMPLOI DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS

L'insertion réussie des citoyen-ne-s, et particulièrement des jeunes, sur le marché de l'emploi participe au développement des pays. Visant à promouvoir une insertion intégrale des jeunes par ses actions, le Gret accompagne des dispositifs d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles, favorisant l'entrepreneuriat, tout en prenant en compte les dimensions environnementales, climatiques, sociales et citoyennes. Le Gret contribue ainsi à faciliter pour les femmes et les hommes un accès équitable à un emploi décent et durable, ancré dans les réalités économiques et sociales locales. En renforçant leurs compétences sur les trois dimensions de l'insertion intégrale, il leur permet également de devenir de véritables acteurs de changement.

7 PAYS D'INTERVENTION

France, Guinée, Haïti, Mali, Mauritanie, République du Congo, Sénégal



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

**GUINÉE, MAURITANIE, MALI,
RÉPUBLIQUE DU CONGO, SÉNÉGAL**

POUR UNE INSERTION INTÉGRALE D'UNE JEUNESSE ACTRICE DE CHANGEMENT

2020-2023 | Budget : 4,8 M€ | Financement : AFD, UE, LuxDev, Norad, Enabel | Partenaires : Acord Guinée, ADC, AJA Mali, Caritas Mauritanie, Eclósio, Social Change Factory, Y'en a Marre

De nombreux jeunes dans le monde n'ont pas accès aux services essentiels comme l'éducation ou la santé. L'accès à un travail décent et

durable reste un défi, d'autant plus pour les femmes. Peu impliquée dans la vie publique, la jeunesse rencontre des difficultés pour contribuer à un développement local durable prenant notamment en compte les questions environnementales et climatiques.

La Convention programme Jade introduit une réflexion sur les jeunes comme thème transversal de développement et cherche à structurer un traitement multidimensionnel de l'insertion des jeunes. Dans ce programme pilote, le Gret accompagne l'insertion intégrale de près de 9 500 jeunes femmes et hommes dans six pays. Il renforce les capacités des mouvements citoyens, de jeunesse, mais aussi les partenaires et ONG.

SÉNÉGAL

UNE APPROCHE TERRITORIALE DE L'EMPLOYABILITÉ

2019-2022 | Budget : 2,4 M€ | Financement : LuxDev | Partenaire : Eclósio

La situation de l'emploi est préoccupante au Sénégal : de nombreux demandeurs d'emplois arrivent chaque année sur un marché du travail essentiellement informel, marqué par la précarité et un niveau de qualification insuffisant.

Déployé dans plusieurs départements ainsi qu'en périphérie de Dakar, le projet Ideal contribue à une approche territoriale de l'employabilité. Au programme : le renforcement de la formation professionnelle ainsi que des dispositifs d'insertion pour le développement d'une offre adaptée aux besoins économiques des territoires concernés. Au moins 3 500 jeunes seront soutenu-e-s vers l'emploi.

En 2021, 140 jeunes ont accompli leur parcours entrepreneurial. Parmi eux, 80 ont bénéficié d'un financement pour la création ou le développement de leur entreprise. 550 nouveaux jeunes ont également rejoint le dispositif. Le chantier de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle territoriale est finalisé et les acteurs locaux se sont emparés de la démarche. Enfin, dix projets

pilotés par des organisations de la société civile ont été subventionnés pour des actions auprès de 700 jeunes en situation de vulnérabilité.

MAURITANIE

APPUI À L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR LA STABILITÉ ET L'EMPLOI DES JEUNES

2019-2023 | Budget : 3 M€ | Financement : UE | Partenaire : Caritas Mauritanie

En Mauritanie, près de 55 % de la population a moins de 20 ans. L'économie officielle absorbe difficilement les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Avec le programme Safire, 14 ONG - dont le Gret - améliorent l'insertion socio-professionnelle et la résilience à l'insécurité alimentaire des populations vulnérables - à savoir les jeunes, les femmes et les agropasteurs.

Depuis 2019, plusieurs dispositifs de formation ont contribué à l'employabilité d'environ 850 jeunes, leur ouvrant des possibilités d'emplois dans les domaines agro et sylvo-pastoraux, dans la transformation du roseau typha, et dans les métiers dits classiques. L'accompagnement à l'insertion dans la vie active les aide aussi à gagner en autonomie. En 2021, le projet a mis un accent particulier sur les conditions d'autonomisation des

jeunes filles. « Nous avons produit plus », explique l'une d'elle. « Non seulement j'apporte suffisamment de légumes pour la cuisine, mais les revenus tirés de mes ventes de légumes me permettent d'acheter des fournitures scolaires. » ■



↑ Projet Ideal au Sénégal.

↑ Projet Jeunes reporters citoyens au Sénégal.

↗ Projet Safire en Mauritanie.

SÉNÉGAL

POUR UNE CITOYENNETÉ ACTIVE AU SÉNÉGAL

2021-2022 | Budget : 188 K€ | Financement : AFD | Partenaires : Social Change Factory, Y'en a Marre

Jeunes reporters citoyens est l'un des projets menés dans le cadre de la Convention programme Jade. Il vise à contribuer au développement d'une citoyenneté active. Au Sénégal, le poids démographique considérable des jeunes ne se reflète pas dans la place qu'ils et elles occupent dans la vie politique et économique. Les manifestations de mars 2021, portées principalement par des collectifs de jeunes, ont révélé que la jeunesse est sensible aux questions de gouvernance, de transparence et de justice sociale. En partenariat avec le mouvement Y'en a Marre et Social Change Factory, le Gret accompagne les dynamiques de mobilisation des jeunes dans la banlieue de Dakar. Objectif : former 15 jeunes de la banlieue à la production de contenus médias de qualité sur les problématiques sociales et environnementales. En parallèle, 50 associations seront renforcées sur les enjeux environnementaux et sociaux et mises en réseau.

**LES ACTIONS MENÉES
EN 2021 ONT NOTAMMENT
PERMIS DE CONTRIBUER
AUX ODD 5, 8 ET 10.**





UNE ALIMENTATION SAINNE ET DES SOINS DE QUALITÉ

Contribuer au bien-être de tou-te-s à tout âge et améliorer la nutrition des plus vulnérables passe par le renforcement de l'accès à une alimentation saine et équilibrée ainsi qu'à des soins de santé de qualité. C'est pour atteindre ces objectifs que le Gret améliore les régimes alimentaires ainsi que les connaissances et pratiques de soins des plus vulnérables, principalement des femmes et des enfants de moins de cinq ans. Il renforce également les systèmes de santé ainsi que les dispositifs de protection sociale.

10 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

BURKINA FASO

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT AUX FILETS SOCIAUX À OUAGADOUGOU

2021-2024 | Budget : 5,5 M\$ | Financement : Bill et Melinda Gates Foundation | Partenaire : Alima

Pour lutter contre la vulnérabilité en milieu urbain, améliorer l'état sanitaire et nutritionnel de 10 000 femmes enceintes ou mères d'enfants de moins de deux ans, le Gret et Alima participent à l'extension du programme national de filets sociaux dans cinq

quartiers de Ouagadougou. Le programme prévoit de coupler transferts monétaires et mesures d'accompagnement en santé materno-infantile et en nutrition. « La compréhension de la vulnérabilité spécifique des ménages urbains, tout comme l'adaptation des dispositifs d'accompagnement déjà éprouvés en milieu rural sont essentielles pour améliorer durablement les conditions de vie des femmes bénéficiaires et leurs ménages » explique Sandrine Guissou, cheffe du projet.

Le Gret, avec l'aide de quatre organisations à base communautaire, développe des dispositifs de sensibilisation des ménages en matière de santé materno-infantile, santé sexuelle et reproductive et gestion de l'économie familiale.

MADAGASCAR

PROJET DE FORTIFICATION ALIMENTAIRE À MADAGASCAR : UNE BELLE RÉUSSITE

2017-2021 | Budget : 3,6 M€ | Financement : UE, Principauté de Monaco, AFD | Partenaires : Nutri'zaza, Labasan, Ministères malgaches de la Santé publique, du Commerce et de l'Éducation nationale, Office national de nutrition, UMR Nutripass (IRD)

À Madagascar, la malnutrition reste très répandue, en particulier chez les femmes et les enfants. Le Gret propose des solutions alimentaires adaptées et contribue à l'amélioration des pratiques alimentaires et au renforcement des politiques publiques nationales en matière de fortification alimentaire. Le projet a contribué à renforcer l'accès aux aliments fortifiés locaux, avec plus de 8 200 points de vente, et grâce à une communication pour une meilleure alimentation qui a touché plus de 650 000 ménages.

« Le secteur privé occupe une place importante dans la lutte contre la malnutrition à Madagascar », explique Mandresy Randriamiharisoa, directeur général de l'entreprise sociale Nutri'zaza dont le modèle économique a été renforcé. La bouillie Koba Aina, une farine infantile fortifiée, est le premier produit à avoir été certifié localement après l'entrée en vigueur d'une norme locale. Elle connaît désormais un véritable succès, avec 51 millions de rations vendues. Les ventes de deux nouveaux aliments fortifiés s'annoncent prometteuses : le PoBary Aina, une barre céréales, et le Moosli Aina, un goûter muesli. Cette réussite démontre qu'il est possible, via le marché, d'améliorer la nutrition des plus vulnérables avec des aliments de qualité peu coûteux.

MAURITANIE

PROMOTION DES PRATIQUES OPTIMALES D'ALIMENTATION DES NOURRISSONS ET JEUNES ENFANTS

2022-2023 | Budget : 805 K€ | Financement : Principauté de Monaco, Unicef | Partenaires : Ministère de la Santé, Direction de la santé de la mère et de l'enfant, Directions régionales de l'Action sanitaire du Gorgol et du Brakna

En Mauritanie, un enfant de moins de cinq ans sur cinq souffre de malnutrition chronique. Après une première

expérience pilote dans le cadre du projet RIM ANJE, le Gret accompagne l'État dans le passage à l'échelle de la promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), dans 11 communes et auprès de 30 structures de santé du Gorgol et du Brakna.

Après une phase de diagnostics et une formation des personnels de santé et acteurs communautaires, l'accompagnement des structures de santé s'est poursuivi en 2021 avec la mise à disposition d'outils de suivi des données liées à l'ANJE, et la supervision conjointe de ces structures avec les autorités sanitaires. « L'appropriation de ces activités par l'État, les prestataires de soins et les relais communautaires est un enjeu clé pour pérenniser les services » souligne Souleymane Kane, chef du projet RIM ANJE. Des dialogues communautaires regroupant femmes enceintes, allaitantes et leur entourage (leaders communautaires, maris, grands-mères, etc.) ont permis d'échanger sur les barrières socio-culturelles à l'adoption des bonnes pratiques d'ANJE.

NIGER, MALI, BURKINA FASO

RÉPONDRE À LA CRISE ALIMENTAIRE DU CENTRE SAHEL

2021-2023 | Budget : 3,3 M€ | Financement : PAM | Partenaires : Misola, Garin Yaara

Depuis fin 2020, le Gret collabore avec le PAM dans le cadre de son programme Crialces, financé par l'Union européenne. L'objectif de ce programme est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tou-te-s, et en particulier des plus vulnérables dans trois pays du Sahel : le Burkina, le Niger et le Mali.

Au Mali, par exemple, l'appui du Gret à six unités de production artisanales permet d'améliorer de manière durable la production locale et la commercialisation de farines infantiles fortifiées dans le respect des normes et recommandations internationales et nationales de qualité et de marketing. Le Gret accompagne également les unités à améliorer leur gestion. En 2021, les capacités des unités de production situées à Tombouctou et à Sévaré ont été renforcées en termes de production et de commercialisation. ■



PUBLIÉS EN 2021

Renforcer la consommation d'aliments fortifiés pour lutter contre la malnutrition : retour d'expériences du Programme de fortification alimentaire pour les populations vulnérables à Madagascar (2017-2021), Caclin P., Boule Martinaud C., Razakandrainy A., Éditions du Gret, Cahier projet.

Les organisations paysannes et la nutrition : retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière, Costis C., Delahay C., Éditions du Gret, Cahier projet.



↑ Projet RIM ANJE en Mauritanie.

↗ Projet PFOA à Madagascar. © Nutri'zaza

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 3 ET 5.





UNE AGRICULTURE ET DES FILIÈRES AGROALIMENTAIRES DURABLES

L'appui à l'agriculture paysanne et aux petites et moyennes entreprises locales est nécessaire pour le développement durable de l'agriculture, des filières agroalimentaires et la sécurité alimentaire. Pour cela, le Gret met en œuvre des projets, des études, capitalisations et formations et contribue aux politiques publiques. Ses actions intègrent notamment le soutien à la juste rémunération des paysan-ne-s et des acteur-ric-e-s de la transformation agroalimentaire, la transition agroécologique, l'approvisionnement des marchés nationaux et régionaux en produits de qualité et la montée en puissance de systèmes alimentaires territorialisés. Elles s'inscrivent aussi dans le renforcement des structures collectives, ainsi que la participation des femmes et des jeunes aux prises de décision.

15 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Sénégal, Togo, Tunisie, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

BURKINA FASO

INCLUSION DES PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES DANS DES CHAÎNES DURABLES DE VALEUR

2017-2022 | Budget : 5,8 M€ | Financement : UE, Principauté de Monaco, AFD, CFSI, FdF | Partenaires : Fert, APME2A, Apess, La Table Filière Lait, La Table Filière Karité, Fiab, Roppa

Avec le projet Go-In, le Gret et ses partenaires développent trois filières agricoles stratégiques au Burkina Faso, à travers l'inclusion de petites exploitations agricoles familiales et de PME agroalimentaires dans des chaînes durables de valeur. À fin 2021, 104 organisations des filières

« produits forestiers non ligneux » et « lait » ont bénéficié d'une subvention à coût partagé. Les entreprises ont été renforcées et accompagnées. Onze sessions de formations et coaching en gestion/marketing ont été réalisées avec une implication de 40 % de femmes. « Cela a été une source d'apprentissage pour améliorer nos pratiques internes de gestion et de passation de marchés », explique Nathalie Ouattara, présidente de la Sotocak à Toussiana, bénéficiaire du fonds d'investissement.

Afin de contribuer à la lutte contre la malnutrition des enfants en milieu scolaire, Go-In, à travers le projet Cantines scolaires, a appuyé six unités de transformation pour la distribution de produits laitiers locaux dans sept écoles de Bobo Dioulasso, bénéficiant ainsi à 4 740 élèves.

HAÏTI

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, ACCÈS À LA PROTECTION SOCIALE EN HAÏTI

2018-2022 | Budget : 7,8 M€ | Financement : AFD, UE | Partenaires : AOG, ACF-USA, Protos - Join for Water, Odrino

Couplée aux chocs climatiques, écologiques et politiques, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'est accentuée dans le bassin versant de Trois Rivières, pourtant à fort potentiel agricole. Pour inverser la tendance, le Gret et ses partenaires ont déployé le projet Pasan-Apros, agissant sur plusieurs leviers de résilience : gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, développement de filières agricoles durables, sécurisation des ressources naturelles et dispositif de protection et promotion sociale.

Six champs-écoles paysans de cultures à haute valeur ajoutée ont été créés ainsi qu'un système de crédit semencier. Des bovins et caprins reproducteurs ont été distribués. Des versants ont été protégés et remis en culture. Près de 2 000 ménages vulnérables disposent désormais d'une protection sociale basée sur le transfert de coupons alimentaires, ce qui a un impact sur la demande et la commercialisation des produits agricoles locaux. Enfin, près de 15 partenariats commerciaux ont été signés entre vendeur-euse-s et producteur-ric-e-s.

LAOS, MYANMAR, CAMBODGE, VIETNAM

AGROÉCOLOGIE ET TRANSITIONS POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE SÛR

2020-2025 | Budget : 14,8 M€ | Financement : AFD, UE, FFEM | Partenaires : 27 partenaires dont le Cirad, la FAO, l'IRD

L'objectif général du programme Asset est de transformer les systèmes alimentaires et agricoles pour les rendre plus durables, plus sûrs et inclusifs, en exploitant le potentiel de l'agroécologie.

Mené dans quatre pays (Laos, Myanmar, Cambodge et Vietnam) par le Gret et le Cirad, le projet mobilise l'expertise de 27 partenaires nationaux, européens et internationaux dont les

ministères de l'Agriculture des quatre pays, la FAO et l'Unescap.

Le projet Asset développe et promeut une vision commune de l'agroécologie et des transitions des systèmes alimentaires sûrs en Asie du Sud-Est grâce à une approche globale qui comprend la recherche, le plaidoyer politique, le développement des capacités, la sensibilisation, la communication et la constitution d'un réseau international créé par le Gret : Alisea. Ce réseau a pour objectif de développer l'agroécologie via l'échange et l'apprentissage collectif. En 2021, il a franchi une étape importante vers son autonomisation avec la création d'un comité national des membres au Cambodge, au Laos et au Vietnam.

SÉNÉGAL

MISE EN ŒUVRE DE MESURES FISCALES ET DE DÉFENSE COMMERCIALE DU LAIT LOCAL

2021 | Budget : 29 K€ | Financement : Oxfam | Partenaires : Campagne Mon lait est local, Oxfam

Un des facteurs freinant le développement de la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal, est la concurrence exercée par les poudres importées dont celles comprenant de l'huile de palme.

Une étude a été réalisée à la demande d'Oxfam afin de soutenir le déploiement de la stratégie de l'Offensive régionale sur le lait de la Cedeao en fournissant à l'État et aux acteurs de la filière « lait local » des données précises sur les effets (revenu des éleveurs, budget de l'État, pouvoir d'achat, sécurité alimentaire) de diverses politiques possibles sur le développement de la filière.

Elle présente un cadre théorique permettant d'expliquer par quels mécanismes les mesures fiscales et de défense commerciale sont susceptibles de favoriser la substitution de poudres importées par du lait local et donc le développement de la filière locale. Les simulations d'effets sont réalisées à partir d'enquêtes de terrain et d'une modélisation des filières. Enfin, plusieurs recommandations sont présentées (mesures pouvant avoir le plus fort impact, mise en œuvre, etc.). ■



PUBLIÉS EN 2021

Transformer le lait local en Afrique de l'Ouest : procédés et clés de développement des minilaïteries, Broutin C., Goudiaby M.-C., Éditions du Gret/Éditions Quæ, Guide pratique.

Développer des approches participatives pour promouvoir la diversification alimentaire à l'échelle familiale, Goudiaby M.-C., Perniceni E., Benkahla A., Costis C., Gret, Note de synthèse Asanao, n° 1.



- ↑ Projet Pasan-Apros en Haïti.
- ↗ Projet Asset, diversification des cultures dans les zones montagneuses du Laos. © Cirad

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 8, 9, 12 ET 13.





UN ACCÈS PARTAGÉ ET SÉCURISÉ AUX TERRES ET AUX RESSOURCES

Le foncier se définit comme la gouvernance de l'accès, de l'usage et du contrôle des terres. Il traduit les relations entre les êtres humains à propos de la terre et touche à des enjeux de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de citoyenneté, de cohésion sociale et de développement économique. À travers ses activités, le Gret contribue à faire reconnaître la multiplicité des droits et usages sur la terre et les ressources des territoires. Il cherche à promouvoir des dispositifs locaux de gestion des terres et des ressources naturelles, en s'appuyant sur des enceintes de gouvernance locales, inclusives et décentralisées.

13 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Guinée, Laos, Madagascar, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, Sénégal, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

GUINÉE

POUR DES RÉFORMES FONCIÈRES INCLUSIVES EN GUINÉE

2021-2022 | Budget : 100 K€ | Financement : AFD | Partenaire : Acord-Guinée

Le Comité technique Foncier & développement, animé par le Gret, accompagne les réflexions des acteurs stratégiques des politiques foncières dans les pays du Sud. En Guinée, il est en appui à l'ONG Acord-Guinée, animatrice d'une plateforme de dialogue multi-acteurs pour une gouvernance responsable du foncier. La Guinée est engagée dans un processus d'évolution de son code foncier et domanial

qui, actuellement, ne répond pas aux enjeux de sécurisation foncière en milieu rural.

Plusieurs études et capitalisations ont ainsi été réalisées entre 2020 et 2021 pour documenter les pratiques locales et réfléchir à une réforme du foncier agricole et rural. Elles ont été enrichies au cours d'ateliers de travail réunissant des organisations paysannes, des élus locaux, des services déconcentrés de l'État et des organisations de la société civile. La restitution nationale de ces capitalisations s'est tenue en 2021. Ces travaux ont mis en lumière l'importance à accorder aux modalités traditionnelles de gestion de l'accès à la terre et aux ressources, aux dispositifs endogènes de règlement des conflits, et les enjeux relatifs à une gouvernance partagée des territoires.

BURKINA FASO

DE NOUVELLES RECOMMANDATIONS POUR PIGO +

2021 | Budget : 150 K€ | Financement : AFD | Partenaire : Corade

L'AFD a confié au Gret et à Corade la réalisation d'une étude de faisabilité complémentaire du projet Pigo + pour la région de l'Est du Burkina. L'objectif de ce projet de petite irrigation, est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales autour des bas-fonds aménagés et des petits périmètres irrigués, d'augmenter leurs revenus, en sécurisant la disponibilité en eaux de surface et souterraines.

La démarche méthodologique a combiné entretiens institutionnels, bibliographie et enquêtes de terrain dans les provinces de la Gnagna, du Gourma et de la Koupérou.

L'analyse a porté sur la caractérisation des principales filières de production des bas-fonds de la région Est, sur les différents types de bas-fonds aménageables et sur le potentiel de la région. L'étude a aussi analysé les enjeux socio-fonciers et de cohésion sociale ainsi que la crise sécuritaire et ses impacts. Plusieurs recommandations opérationnelles ont été faites pour faciliter la mise en œuvre du projet sur le terrain.

SÉNÉGAL

ENGAGER LES COMMUNAUTÉS POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES FORÊTS

2017-2021 | Budget : 731 K€ | Financement : UE, Rosa Luxemburg Stiftung, FAO | Partenaire : CNCR

Le couvert forestier sénégalais connaît une baisse constante notamment du fait d'une coupe abusive. La Casamance aurait ainsi perdu 10 000 hectares de forêts entre 2010 et 2015. Une prise de conscience environnementale est nécessaire afin de renforcer l'engagement des communautés locales dans la gouvernance des ressources forestières.

Avec le projet Commun, le Gret et le Conseil national de concertation et de coordination des ruraux (CNCR) ont renforcé l'éducation environnementale et la veille citoyenne, appuyé des initiatives locales, favorisé le

dialogue multi-acteurs et les actions de plaidoyer dans le département de Médina Yoro Foulah.

Le projet Commun a impulsé une véritable dynamique citoyenne pour la préservation des forêts. Onze commissions environnementales ont permis de réduire significativement le trafic de bois. Au moins 15 000 plants ont été reboisés chaque année par les populations. 21 initiatives économiques et forestières, notamment mises en œuvre par des groupements de femmes et des établissements scolaires, ont été soutenues. « Le club sciences de notre lycée a développé des sensibilisations », témoigne M. Dieng, professeur. « Les élèves, pour certains impliqués par le passé dans la coupe du bois, sont devenus des porteurs de voix auprès de leur entourage. »

MAURITANIE

INGÉNIERIE SOCIALE ET INVESTISSEMENT PRODUCTIFS RURAUX AU GUIDIMAKHA

2020-2022 | Budget : 1 M€ | Financement : UE | Partenaire : Enabel

Au Guidimakha, une région essentiellement agropastorale, le Gret conduit des actions autour des questions foncières et de mise en place de petits ouvrages d'aménagement productifs. À partir de diagnostics socio-fonciers au niveau des barrages, parcs de vaccination, points d'eau pastoraux et périmètres maraîchers, il contribue à construire une vision partagée des ressources et des problèmes spécifiques que rencontrent les ménages vulnérables.

Le Gret conduit des négociations d'ententes foncières pour sécuriser le foncier entre les propriétaires terriens et les usagers, et met en place des comités de gestion pour les différents investissements productifs envisagés. Il réalise aussi de petits ouvrages productifs collectifs de conservation et de restauration des eaux et sols selon des méthodologies à Haute intensité de main-d'œuvre (Himo). Ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet RimDir pour un accès équitable et durable des populations vulnérables aux services et infrastructures productives et le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. ■



PUBLIÉS EN 2021

Du local au régional : les enjeux de la régulation du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest, Rangé C., AFD, 12 et 13 février 2020, CTFD, MEAE, AFD, Les Notes de synthèse, n° 33.

Historical trajectories and land policy issues: What opportunities for land reform in Myanmar? Ravaux C., CTFD, MEAE, AFD, 2021, Les Notes de synthèse, n° 32.

Mekong Regional Land Forum 2021: Land tenure in Mekong forest landscapes: Advancing the recognition of customary rights and responsible investment practices - Summary report, Deligne A., Hayward D., Campbell N.Y., Cole R., Ingalls M., MRLG, Land Portal, 63 p.



↑ Projet RimDir en Mauritanie.
↗ Projet Commun au Sénégal.

LES ACTIONS MENÉES EN 2021 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1 ET 5.



URGENCE CLIMATIQUE

Le Gret est un acteur engagé dans la lutte contre le changement climatique. Il structure son action autour de deux enjeux : limiter ses propres impacts et accompagner les transitions climatiques justes avec ses partenaires locaux. Sur le terrain, ses actions cherchent ainsi à promouvoir des trajectoires de développement résilientes et bas carbone, en prenant en compte les spécificités de chaque contexte et alliant préservation de l'environnement et lutte contre les inégalités et la pauvreté.

QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

TOGO

DES MAIRES POUR LE CLIMAT

2021-2022 | Budget : 30 K€ | Financement : UE / Partenaire : Padie

CoM'SSA, ou Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne, est une initiative de lutte contre le changement climatique. Les villes signataires s'engagent à élaborer en deux ans un plan d'actions pour l'accès à l'énergie durable et pour le climat. Dans ce cadre, le Gret, avec son partenaire Padie, intervient pour animer un réseau et renforcer les capacités de 55 communes togolaises, via un projet d'appui mis en œuvre par Expertise France. Le tout avec une particularité : l'appui auprès des communes est réalisé par des intervenants locaux de Padie formés par le Gret, limitation de l'impact carbone oblige.

En 2021, les capacités des communes togolaises en planification climat-énergie ont fait l'objet d'un état des lieux. Deux journées ont été organisées, l'une de sensibilisation des maires, en marge du Forum des gouvernements locaux et régionaux, l'autre sur l'élaboration de diagnostics territoriaux climat-énergie.

TUNISIE

CONTRIBUTION AUX ÉLÉMENTS DE LA PHASE PRÉPARATOIRE DU PLAN NATIONAL D'ADAPTATION

2019-2022 | Budget : AFD (Facilité Adapt'Action) / Financement : 320 K€ | Partenaires : Suez environnement, Acterra consulting, Ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche

Cette étude contribue à la préparation du plan national d'adaptation pour la sécurité alimentaire avec l'appui de la Facilité Adapt'Action de l'AFD. Conçue aux horizons 2050 et 2100, elle mobilise plusieurs approches et outils d'analyse de la vulnérabilité et des impacts du climat dans cinq domaines clés de la production alimentaire : les céréales, l'olivier, les parcours d'élevage, la pêche et l'eau. Tous les piliers de la sécurité alimentaire sont susceptibles d'être ébranlés avec une aggravation significative après 2050.

Une trajectoire d'adaptation devrait donc être opérée selon trois axes majeurs : les femmes et les producteurs, particulièrement les jeunes, doivent être mis au cœur de la gouvernance des ressources naturelles ; les producteurs doivent créer des organisations pour faire face aux marchés ; l'accès à la terre et aux autres facteurs de production doit être facilité pour les producteurs de petite et moyenne échelles car ils créent plus de valeur ajoutée à l'hectare et d'emplois que les grandes exploitations agricoles, et cela améliore la redistribution de la richesse nationale.



GENRE

La prise en compte des dynamiques de genre et la lutte contre les inégalités femmes-hommes font partie des principes d'action du Gret, qui cherche à les décliner dans l'ensemble de ses projets en se dotant d'outils opérationnels et en formant régulièrement ses équipes à l'approche genre. Le Gret conduit également des projets spécifiques qui mettent l'égalité de genre au centre des objectifs.

QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

VIETNAM

LES FEMMES GARDIENNES DE FORÊTS AU VIETNAM

2021-2023 | Budget : 400 K€ | Financement : Fondation Audemars Piguet, RAJA - Danièle Macovici | Partenaires : Coopérative de développement rural de Quan Hoa, Comité de gestion de la réserve naturelle de Pu Luong

Au Vietnam, le Gret mène un projet de protection et de gestion inclusive de la réserve naturelle de Pu Luong, en développant un cadre de partage des bénéfices issus de l'aire protégée et en améliorant les conditions de

vie des femmes issues des minorités ethniques. Le projet vise à renforcer la place des femmes dans la gouvernance des ressources naturelles et à développer leur *empowerment* économique. Les activités promues permettent la diversification des sources de revenus grâce à l'écotourisme communautaire dans la réserve et au développement des filières maraîchage et riz gluant, sur lesquelles les femmes ont été formées. Le projet a d'ores et déjà initié les acteurs publics et les parties prenantes à l'approche genre. Au total, 6 770 femmes issues de minorités Thai et Muong, vivant dans les 31 villages situés dans la réserve et les zones tampons alentour, seront accompagnées.

MADAGASCAR

ANALYSER ET REPENSER L'APPROCHE DES ENJEUX DE GENRE DANS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

2020-2024 | Budget : 150 K€ | Financement : Région Nouvelle-Aquitaine, IRD, Agrisud International, Initiative Développement | Partenaires : Université Bordeaux Montaigne, Lam

Arpège est un projet de recherche-action participative qui analyse les conditions d'une bonne prise en

compte des dynamiques de genre dans les projets de développement. Cette recherche porte sur trois programmes à Madagascar : Afafi Sud (Gret), Mahavotra (Agrisud) et Pagli (Initiative et Développement). D'autres projets au Sénégal feront l'objet de recherches complémentaires (Asstel 3 - Gret).

La composition de l'équipe a fait l'objet d'une attention particulière au regard du genre. En effet, la diversité d'individualités, d'expériences et de compétences est un facteur de réussite de l'intégration de l'approche genre dans les projets de développement.

Après l'identification des obstacles à l'intégration du genre dans les projets étudiés, l'équipe conduira des expérimentations afin de les surmonter et de les atténuer. Elle analysera enfin les effets induits par ces changements sur les modes d'action.

ÉCONOMIE ET FINANCE INCLUSIVES

Le Gret utilise le financement comme un outil au service du développement d'autres secteurs, et concentre ses actions innovantes autour de la finance rurale et agricole, l'entrepreneuriat des jeunes, l'appui aux TPME, l'accès à l'eau et l'assainissement, et l'économie verte.

QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2021

GUINÉE

AMÉLIORER DURABLEMENT L'ACCÈS AU FINANCEMENT DANS LES FILIÈRES MANGUE, ANANAS ET POMME DE TERRE

2021-2023 | Budget : 1,5 M€ | Financement : Enabel | Partenaires : Atlantic Micro Finance For Africa, Finadev, Crédit rural de Guinée

Le projet SubEntAgri vise à améliorer de manière inclusive et durable l'accès au financement des entrepreneurs

actifs, hommes et femmes, dans les filières mangue, ananas et pomme de terre. Comment ? En les aidant à définir un projet d'investissement et rédiger un *business plan*, puis en les accompagnant dans le financement du projet à travers une subvention adossée à un crédit octroyé par une institution de microfinance. Une initiative bienvenue selon le chef de projet, Ibrahim Kante, pour qui « *le développement des filières ananas, mangue et pomme de terre en Guinée passe par une hausse des investissements, ce que favorise SubEntAgri* ». La définition des équipements éligibles à la subvention s'est faite sur un mode participatif avec toutes les parties prenantes. Le projet doit permettre d'initier une relation durable entre les entrepreneur-e-s et les instituts de microfinance.

SÉNÉGAL

ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES VERS L'EMPLOI AU SUD DU SÉNÉGAL

2018-2022 | Budget : 2,2 M€ | Financement : UE, Acep | Partenaires : Ecloso, 3FPT

Dans un contexte où les jeunes de 15 à 35 ans représentent près de 80 % de la population, l'entrepreneuriat est un levier majeur d'accès à l'emploi. Encore faut-il disposer pour se lancer des compétences adéquates et d'un crédit d'amorçage. Avec AjeSud, 201 auto-entrepreneurs et 38 groupements d'intérêt économique ont pu accéder à un financement. Plus de 1 500 jeunes ont développé ou consolidé leur entreprise dans quatre régions grâce à un dispositif d'accompagnement associant services non financiers et financiers, et notamment des dispositifs pérennes de microfinance. AjeSud entame sa dernière ligne droite pour la pérennisation des services.

Financé grâce au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE, le Gret collabore avec l'ONG belge Ecloso et le Fonds sénégalais de financement de la formation professionnelle et technique. Les activités s'inscrivent dans une démarche holistique pour favoriser un *continuum* formation-financement-insertion. ■

- Projet Pu Luong au Vietnam.
- Projet CoM'SSA au Togo.



↑ Projet Commun, Festival des forêts de Médina Yoro Foulah, Sénégal.

NOTRE ORGANISATION

DES EXPERTISES TERRITORIALES ET THÉMATIQUES QUI S'ENTRECROISENT



« Pour agir, le Gret prône une approche à la fois territoriale et thématique. Notre professionnalisme et notre engagement, nous le mettons tout entier dans cette double dimension.

Thématique d'abord, car notre métier est d'approfondir en permanence notre expertise, nos connaissances sur les grands enjeux des inégalités et de la lutte contre la pauvreté. Les équipes thématiques du Gret sont constituées à la fois de membres au siège et dans les pays. Ces équipes internationales sont une somme de compétences et de métiers tournée vers une finalité : améliorer durablement les conditions de vie des populations défavorisées. Nous avons ainsi l'ambition de construire des expertises internationales, avec des équipes diversifiées au nord comme au sud, créatrices d'innovations et de solutions sur les grands enjeux du développement. Cette expertise est itérative, elle se construit sur un retour permanent d'expériences de nos actions de terrain, sur les échanges avec nos

partenaires mais aussi sur une collaboration avec le monde de la recherche.

La dimension territoriale se déploie quant à elle avec le concours de nos bureaux de représentation dans les pays où, grâce à une présence dans la durée, nous incubons, recherchons et cultivons des modèles de développement adaptés aux contextes. Nous constituons des équipes locales de femmes et d'hommes capables de relever le double défi d'une bonne connaissance territoriale et d'une expertise thématique de niveau international. Ces équipes ont vocation à s'ancre dans les territoires, à travailler avec les « experts contextuels » locaux : paysan-ne-s, habitant-e-s des quartiers, usager-e-s de services publics ou de ressources, élu-e-s, entreprises locales, associations, etc.

Cette double dimension, cette organisation matricielle, ce management partagé permet au Gret de construire des propositions à la fois intégrées dans la réalité du terrain et nourries d'expertises internationales.

Contrairement à d'autres organisations, le Gret n'a pas voulu privilégier une approche plutôt qu'une autre : il a continué à cheminer en préservant un équilibre entre les deux. »

Luc Arnaud, directeur général du Gret



UNE GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉE

Le Gret est une association internationale composée de 251 membres, dont 155 hommes et 96 femmes. Toutes les nationalités des pays de représentation du Gret sont impliquées dans sa gouvernance : le Burkina Faso, le Cambodge, le Congo, la France, la Guinée, Haïti, le Laos, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Myanmar, le Niger, le Sénégal, le Togo et le Vietnam.

Les grandes orientations sont prises par l'Assemblée générale qui réunit deux fois par an l'ensemble des membres de l'association. Celle-ci est composée à la fois de membres titulaires – salarié-e-s du Gret ayant décidé de poursuivre leur engagement opérationnel dans

un engagement associatif –, et de membres associé-e-s – personnes physiques et morales, publiques ou privées qui adhèrent à l'objet de l'association.

L'Assemblée générale élit un Conseil d'administration dont le ou la président-e est élu-e pour quatre années renouvelables. En 2021, le président du Gret est Henry de Cazotte. Sébastien Mosneron Dupin et Béatrice de Durfort ont rejoint le conseil d'administration composé de 13 membres.

Luc Arnaud a été élu directeur général du Gret par les membres associés en 2019 pour un mandat de quatre ans. ■

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sous la présidence de Henry de Cazotte, ancien directeur à l'AFD, les membres du conseil d'administration sont :

MEMBRES EXTERNES

Xavier Benoist
Ancien délégué général de la Fédération Pact-Arim

Béatrice de Durfort
Ancienne déléguée générale du Centre français des fonds et fondations (CFF) et présidente de Diptic Durfort-Ilutiu Stratégies

Aude Flogny
Directrice du département de gestion de portefeuille et des appuis spécialisés à l'AFD

Daniel Henrys
Consultant indépendant en Haïti en santé publique, santé communautaire et

développement communautaire
Pierre Jacquemot
Diplomate, essayiste et universitaire

Chantal Monvois
Directrice des partenariats et directrice de la mission d'ouverture sociale à AgroParisTech, déléguée générale de la Fondation AgroParisTech

Sébastien Mosneron Dupin
Chef du service de la commission des affaires économiques du Sénat

Bérangère Quincy
Diplomate spécialisée dans les questions liées à l'environnement et à la sécurité alimentaire

Iharizaka Rahaingoson
Chef d'entreprise dans le secteur de l'ingénierie informatique et la production de livres papiers et électroniques

MEMBRES REPRÉSENTANT E-S ÉLU-E-S DU PERSONNEL

Juliette Darlu
Responsable de projets Énergie

Iba Mar Faye
Représentant du Gret au Sénégal

Damien Lagandré
Chargé de projets Agriculture

OBSERVATEUR-RICE-S

Émilie Klander
Déléguée aux affaires publiques du Cirad

Sophie Lerouillois
Chargée de gestion RH/Paie

Louis Pautrizel
Chargé de projets Agriculture au Gret

Henri Rouillé d'Orfeuille
Ingénieur agronome, membre fondateur du Gret



UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE ET SOUDÉE

Au 31 décembre 2021, 753 professionnel-le-s déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétences en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnel-le-s se répartissaient ainsi :

- 618 salarié-e-s sous contrat de droit local dans les pays d'intervention ;
- 100 salarié-e-s au siège ;
- 30 salarié-e-s expatrié-e-s ;
- 5 volontaires de solidarité internationale. ■

RÉPARTITION DES SALARIÉ-E-S PAR PAYS

AU 31 DÉCEMBRE 2021

- Burkina Faso → 104
- France → 100
- Madagascar → 98
- Mauritanie → 73
- Sénégal → 63
- Niger → 62
- Haïti → 44
- Mali → 39
- Cambodge → 31
- Guinée → 30
- Congo → 28
- Laos → 27
- Myanmar → 23
- RCA → 12
- Vietnam → 9
- Togo → 8
- RDC → 2

UN BUDGET EN NETTE AUGMENTATION

EN 2021 :
39,6
MILLIONS
D'EUROS

Malgré la prolongation de la crise sanitaire amorcée en 2020 et des conditions d'intervention souvent difficiles, l'année 2021 aura été marquée pour le Gret par une croissance forte de sa production globale (21 % d'augmentation par rapport à 2020, pour un total proche de 40 millions d'euros en 2021). Le résultat final est encourageant, mais flirte à nouveau avec un difficile équilibre (145 000 € de résultat positif).

Les projets pluriannuels aux enveloppes très substantielles (supérieures à 10 millions d'euros), menés en consortium se multiplient à des échelles souvent régionales. Ils confirment la confiance dont bénéficie le Gret et précisent une tendance.

Les équipes continuent de composer avec cette croissance et la variabilité du niveau d'actions engagé année après année sur leurs terrains d'intervention. En découle localement de véritables enjeux structurels et d'adaptation, comme par exemple au Burkina Faso où le volume d'activités approche les 10 millions d'euros en 2021, si l'on tient compte des projets multi-pays. Cela met en lumière les réelles capacités et les potentiels dont disposent les équipes du Gret au niveau local.

Comme chaque année, les comptes du Gret ont été vérifiés et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes Doucet, Beth & Associés. ■

RÉPARTITION DES BUDGETS 2021 PAR PAYS



61,7 %
AFRIQUE

Burkina Faso : 19 %
Congo : 3 %
Guinée : 2 %
Madagascar : 9 %
Mali : 4 %
Mauritanie : 7 %
Niger : 7 %
Sénégal : 10 %
Togo : 0,7 %

9 %
CARAÏBES

Haïti : 9 %



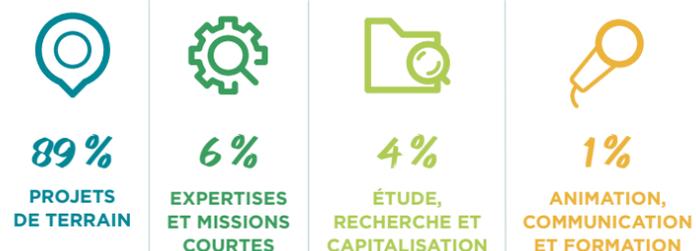
8,3 %
ASIE DU SUD-EST

Cambodge : 4 %
Laos : 1 %
Myanmar : 3 %
Vietnam : 0,3 %

21 %

AUTRES PAYS
ET MULTI-PAYS

RÉPARTITION DES BUDGETS 2021 PAR ACTIVITÉ

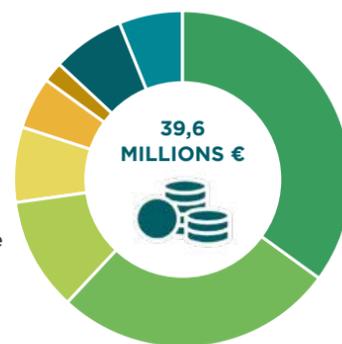
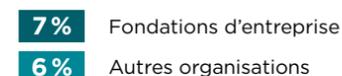


ORIGINE DES FINANCEMENTS

FINANCEMENTS PUBLICS : 87 %



FINANCEMENTS PRIVÉS : 13 %



COMpte DE Résultat 2021 EN MILLIERS D'EUROS

	2021	%	2020	%
Ventes de livres	0	0 %	3	0 %
Production de biens et de services	38 914	97 %	32 152	97 %
Production scientifique	735	2 %	735	2 %
Autres produits	305	1 %	290	1 %
Total production	39 954	100 %	33 180	100 %
Charges directes sur activités	-31 421	-79 %	-25 655	-77 %
Coût personnel direct sur activités	-4 567	-11 %	-4 684	-15 %
Coût personnel de support sur activités	-580	-1 %	-468	-2 %
Total consommation	-36 569	-92 %	-30 808	-94 %
Marge brute sur activité	3 386	8 %	2 372	6 %
Coût personnel indirect	-2 102	-5 %	-1 539	-3 %
Frais généraux siège	-869	-2 %	-709	-3 %
Total coût de structure	-2 971	-7 %	-2 248	-6 %
Excédent brut d'exploitation	414	1 %	125	0 %
Reprise sur risques et charges	883		325	
Provisions pour risques et charges	-1 037		-1 041	
Autres charges	-41		0	
Résultat d'exploitation	219	1 %	-591	0 %
Résultat financier	28		-143	
Résultat exceptionnel	-101		0	
Impôt sur bénéfice	0		0	
Résultat net avant affectation	145	0 %	-733	0 %
Fonds dédiés	0		0	
RÉSULTAT NET	145	0 %	-733	0 %

BILAN 2021 EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2021	2020	PASSIF	2021	2020
Immobilisations corporelles et incorporelles	87	66	Fonds associatifs et réserves	5 155	5 888
Immobilisations financières	3	2	Résultat	145	-733
Participations	1 146	1 329	Fonds dédiés	0	0
Total immobilisation	1 236	1 397	Total fonds propres	5 300	5 155
Encours de production	99 524	79 572	Provisions	1 300	1 274
Clients et autres créances	7 835	7 050	Dettes à long terme	0	0
Avances versées sur projets	766	1 140	Capitaux permanents	6 600	6 429
Actif circulant	108 125	87 762	Fournisseurs et autres dettes	5 494	5 276
Disponibilités	16 873	18 195	Dettes fiscales et sociales	1 432	1 500
Charges constatées d'avance	79	89	Passif circulant	6 926	6 776
Écart de conversion actif	0	0	Produits constatés d'avance	112 788	94 239
TOTAL ACTIF	126 314	107 444	Écarts de conversion passif	0	0
			TOTAL PASSIF	126 314	107 444



DIFFÉRENTES FAÇONS DE SOUTENIR LE GRET

↑ Opération Kéré, distribution d'eau à Madagascar.

Reconnu association d'intérêt général, le GRET est aussi considéré par le gouvernement américain comme un organisme de bienfaisance via le certificat Foreign public equivalency determination ED qui l'autorise à recevoir des financements de fondations américaines.

La nouvelle stratégie de communication et de développement des fonds privés du GRET a acté l'ouverture de l'association à de nouveaux types de ressources : les dons des particuliers et les libéralités. **Il est désormais possible de faire un don au GRET depuis son nouveau site Internet.** Par ailleurs, le GRET peut recevoir des legs, des donations ou des assurances-vie à travers son fonds d'appui. Il s'agit d'une étape importante pour le GRET qui a choisi de diversifier ses ressources pour continuer à agir en toute autonomie pour un monde plus juste et plus durable.

POURSUITE DE L'OPÉRATION KÉRÉ À MADAGASCAR

Pendant toute l'année 2021, le GRET a poursuivi, avec le soutien de l'association réunionnaise Kéré, une opération d'appel à la **générosité du public** pour apporter des solutions à court et moyen termes à la sécheresse qui a sévi dans le Sud de Madagascar, mettant en péril la sécurité alimentaire des populations. Grâce à **un soutien reçu de plus de 500 000 euros, le GRET a pu mettre en place des distributions alimentaires** d'octobre 2020 à juillet 2021 pour permettre aux familles de passer la période de soudure. Il a également appuyé son partenaire local, le CTAS, dans la restauration des cultures endommagées par

la sécheresse et la distribution de semences adaptées aux conditions climatiques, pour **assurer la sécurité alimentaire des familles sur le plus long terme.**

CAMPAGNE : « L'ÉQUILIBRE EN COMMUNS »

2021 a été l'année de préparation d'une campagne de levée de fonds qui permettra de co-financer le **programme de recherche-action « Communs & gouvernances partagées »**. En s'appuyant sur une quinzaine de projets de terrain, ce programme vise à tester, évaluer et capitaliser des processus permettant aux citoyen-ne-s, aux pouvoirs publics et aux entreprises de définir et d'appliquer ensemble des règles efficaces permettant de gérer durablement une ressource ou un service, et d'en partager équitablement l'accès et l'usage.

Les fonds récoltés permettront le déploiement de projets en cours et à venir, à l'image du projet Girel au Sénégal où le GRET accompagne des structures de gouvernance locale de l'eau pour parvenir à une gestion durable, équitable et efficace des ressources en eau dans la zone des Niayes, principale zone de production horticole du pays. Ou encore sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar, où le GRET appuie la société civile organisée au sein d'une plateforme de concertation multi-acteurs, à créer pour ensuite co-gérer une aire protégée sur cette île qui abrite une biodiversité exceptionnelle.

La campagne sera lancée en 2022 et se terminera en 2025. ■

→ **FAIRE UN DON**
gret.org/nous-soutenir/faire-un-don

→ **FAIRE UN LEGS**
gret.org/nous-soutenir/faire-un-legs

LE FONDS D'APPUI DU GRET

- Créé en 2011, le fonds d'appui du GRET a soutenu une trentaine de projets innovants, permettant d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables et de préserver l'environnement.
- Grâce à sa dotation et au soutien de donateurs, il a vocation à soutenir des projets de solidarité menés par le GRET et par des organisations locales partenaires.
- Les dons au fonds sont exonérés de droits de mutation : 100 % des sommes transmises sont affectées à nos missions sociales.

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE EN 2021

BAILLEURS PUBLICS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- > AFD - Agence française de développement
- > Ambassade de France à Madagascar
- > Ambassade de France au Congo
- > Ambassade de France au Laos
- > BAfD - Banque africaine de développement
- > Banque mondiale
- > CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- > Enabel - Agence belge de développement
- > Expertise France
- > FAO - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- > FFEM - Fonds français pour l'environnement mondial
- > GGGI - Global Green Growth Institute
- > GIZ - Agence de coopération internationale allemande pour le développement
- > Gouvernement de la Principauté de Monaco
- > KfW - Établissement de crédit pour la reconstruction
- > LIFT - Livelihoods and Food Facility Trust Fund
- > LuxDev - Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- > Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (France)
- > Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
- > NORAD - Agence norvégienne pour le développement international
- > Office français de la biodiversité
- > ONU-Habitat
- > PAM - Programme alimentaire mondial
- > PNUD - Programme des Nations unies pour le développement
- > RVO - Agence néerlandaise pour l'entreprise
- > UE - Union européenne
- > UNCDF - Fonds d'équipement des Nations unies
- > UNICEF - Fonds des Nations unies pour l'enfance
- > UNOPS - Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
- > USAID - Agence des États-Unis pour le développement international

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISATIONS PUBLIQUES

- > ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- > Agence de l'eau Adour-Garonne
- > Agence de l'eau Loire-Bretagne
- > Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- > Agence de l'eau Seine-Normandie
- > AgroParisTech
- > AIMF - Association internationale des maires francophones

- > Bordeaux métropole
- > CFI - Agence française de coopération médias
- > CG92 - Conseil général des Hauts-de-Seine
- > CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- > Conseil régional de la Réunion
- > Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane
- > FONJEP - Fonds de la coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
- > Grand Lyon Métropole
- > Grand Paris Sud
- > Institut Agro Montpellier
- > IRD - Institut de recherche pour le développement
- > Métropole Aix-Marseille-Provence
- > Région Centre-Val de Loire
- > Région Nouvelle-Aquitaine
- > Savoie Déchets
- > SEDIF - Syndicat des eaux d'Ile-de-France
- > Société du Canal de Provence
- > SYCTOM - Agence métropolitaine des déchets ménagers
- > Ville de Creil
- > Ville de Paris

INSTITUTIONS ET POUVOIRS PUBLICS DANS LES PAYS D'INTERVENTION

- > ZIE - Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (Burkina Faso)
- > Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau (Sénégal)
- > Direction nationale du Génie rural (Guinée)
- > Madagascar National Parks
- > Mairie de Dakar (Sénégal)
- > Mairie de Ouagadougou (Burkina Faso)
- > Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (Guinée)
- > Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (Niger)
- > MOWRAM - Ministère des Ressources en eau et de la Météorologie (Cambodge)
- > NCDSD - Comité national pour le développement démocratique sous-national (Cambodge)
- > OFOR - Office des forages ruraux (Sénégal)
- > ONAS - Office national de l'assainissement du Sénégal
- > PADS - Programme d'appui au développement sanitaire (Burkina Faso)

FONDATIONS ET ENTREPRISES

- > Bill & Melinda Gates Foundation
- > Crowe Réunion Audit and Consulting
- > Effet Pei

- > Fondation Audemars Piguet
- > Fondation Avril
- > Fondation Bel
- > Fondation de France
- > Fondation Ensemble
- > Fondation Eurofins
- > Fondation GoodPlanet
- > Fondation Hanns Seidel Stiftung
- > Fondation Raja-Danièle Marcovici
- > Fondation Sight and Life
- > Fondation Suez
- > Fondation Valorem - Watt for Change
- > Fondation W. W. Kellogg
- > Fondation Waterloo
- > Fondation Weave our future
- > Fonds de la Compagnie fruitière
- > Hôtel Iloha - Jam Hemisphere
- > Maisons du Monde Foundation
- > NTPC - Nam Theun 2 Power Company (Laos)
- > Palm Hôtel - Les Jardins du Grand Anse
- > PSHP - Plateforme humanitaire du secteur privé (Madagascar)
- > Sofreco
- > Stone Family Foundation
- > Tysilio

ASSOCIATIONS

- > ACF - Action contre la faim
- > Agrisud International
- > Association Kéré
- > Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage
- > CFSI - Comité français pour la solidarité internationale
- > Charity Water
- > Croix Rouge burkinabè
- > CRS - Catholic Relief Services
- > Eau et Vie
- > FORIM - Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations
- > GRDR - Migration-Citoyenneté-Développement
- > ID - Initiative développement
- > IECD - Institut européen de coopération et de développement
- > IRAM - Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
- > Mundus Maris
- > Oshun
- > Oxfam
- > TDH - Terre des hommes
- > WSUP - Water & Sanitation for the Urban Poor

LISTE DES PRODUCTIONS DU GRET EN 2021

OUVRAGES PUBLIÉS

Broutin C., Goudiaby M.-C., *Transformer le lait local en Afrique de l'Ouest*, Nogent-sur-Marne/Versailles, Éditions du Gret/Éditions Quæ, 2021, 272 p., Guide pratique.

Caclin P., Boulle Martinaud C., Razakandrainy A., *Renforcer la consommation d'aliments fortifiés pour lutter contre la malnutrition : retour d'expériences du Programme de fortification alimentaire pour les populations vulnérables à Madagascar (2017-2021)*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2021, 52 p., Cahier projet.

Costis C., Delahay C., *Les organisations paysannes et la nutrition : retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2021, 31 p., Cahier projet.

Desbleds L., *De la gouvernance partagée des forêts de bambou à la structuration de filières durables : le programme Bambou au Laos sous le prisme des communs*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2021, 47 p., Cahier projet.

Morlat L., Naulet F., *La gouvernance du tuyau : pour des services d'eau potable ruraux plus performants en Haïti*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2021, 136 p., Comprendre, agir & partager, n° 5.

NOTES DE SYNTHÈSE

Bromblet H., Morizot G., *Mieux gérer les déchets c'est atténuer et s'adapter aux changements climatiques, l'exemple de Madagascar*, Coordination SUD, 2021, 5 p., Les Notes de Sud, n° 29.

Castellanet C., *Gestion des forêts et agriculture paysanne en zone de front pionnier - Le cas de la Transamazonienne (Amazonie brésilienne)*, Agter/Gret, 2021, 10 p.

Castellanet C., Sablayrolles P., *Le rôle des peuples autochtones dans la protection des forêts : le cas du parc du Xingu en Amazonie brésilienne*, Agter/Gret, 2021, 7 p.

Gandi T., **Lagandré D., Kabore K.,** *Dynamique partenariale au sein du projet Go-In*, Gret, 2021, Note de synthèse - Projet Go-In, 4 p.

Goudiaby M.-C., Masse P., *Les enjeux de plaidoyer sur la gouvernance alimentaire au Gret : positionnement aux niveaux national et international*, Gret, 2021, 4 p., Note de synthèse Asanao, n° 5.

Goudiaby M.-C., Perniceni E., **Benkahla A., Costis C.,** *Développer des approches participatives pour promouvoir la diversification alimentaire à l'échelle familiale*, Gret, 2021, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 1.

Perniceni E., **Benkahla A., Costis C.,** *Le diagnostic Agrinut, une étape essentielle pour co-construire une stratégie multisectorielle adaptée*, Gret, 2021, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 2.

Perniceni E., **Rakotomalala C.,** *Renforcer les liens entre les unités de production de farines infantiles et les organisations paysannes productrices de matières premières*, Gret, 2021, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 3.

Perniceni E., **Thouillot F., Benkahla A.,** *Le rôle des organisations paysannes dans l'amélioration de la nutrition*, Gret, 2021, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 4.

Rangé C. (réd.), *Du local au régional : les enjeux de la régulation du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest*, AFD, 12 et 13 février 2020, CTFD, MEAE, AFD, 2021, 9 p., Les Notes de synthèse, n° 33.

Ravaux C., *Historical trajectories and land policy issues: What opportunities for land reform in Myanmar?*, CTFD, MEAE, AFD, 2021, 9 p., Les Notes de synthèse, n° 32.

ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES SCIENTIFIQUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

Bikouya G., Marchadour F., « Quelle durabilité pour un service de gestion des déchets dans une ville intermédiaire? Retour d'expériences à Dolisie (Congo) », *Afrique contemporaine*, n° 269-270, p. 307-320, 2019, mis en ligne le 4 février 2021.

Croix (de la) K., "Social and migratory impacts of collective seine fishing on the upper Niger River", *African Identities*, Vol. 19, No 3, 2021.

David F., Le Jeune T., « Enjeu de gouvernance locale autour de la potabilisation des eaux du fleuve Sénégal et des réseaux de distribution multi-villages : enseignements du programme "Aicha" dans le Trarza », *L'Ouest saharien - Cahiers d'études pluridisciplinaires*, vol. 13-14, 2021, p. 335-356.

Enten F., « De la consultance humanitaire à l'appui à la capitalisation d'expériences : passerelles et écueils de l'apport de la socio-anthropologie aux pratiques de l'aide », *Anthropologie & développement*, hors-série, 2021, p. 273-281.

Germaine M.-A., **Croix (de la) K.,** Temple-Boyer E., « Restaurer n'est pas éduquer », *Éducation relative à l'environnement*, vol. 16, n° 2, 2021.

Ngoutane R., Zoma R., Zutphen (van) K., Sarker B., Ouedraogo C., Elisaria E., **Razakandrainy A.,** Kiburente M. et al., "Harnessing participatory formative research to inform women's preferences on multiple micronutrient supplement (MMS): design considerations across four country contexts",

Current Developments in Nutrition, Vol. 5, Issue supplement 2, June 2021, p. 671.

Pierrat A., **Marchadour A., Colombier R.,** « Quand les déchets bousculent la politique locale d'une ville intermédiaire en crise (Dolisie, Congo) », *Géocarrefour*, vol. 95, n° 1, 2021, mis en ligne le 23 février 2021.

CHAPITRE D'OUVRAGE COLLECTIF PUBLIÉ

Croix (de la) K., Verhaeghe N., « Cartographie des cours d'eau sur le bassin-versant de la Beuvronne : participation, jeux d'acteurs et enjeux territoriaux », in Aguilera T. et al. (dir.), *Les cartes de l'action publique*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2021, p. 255-280, DOI : 10.4000/books.septentrion.127057

RAPPORTS D'EXPERTISE

Georges F., Paul S., Grandidier E., Michel M.-A., Nazaire R., *Diagnostic des marchés de Port-au-Prince - Rapport détaillé portant sur un échantillon de neuf marchés : infrastructures, acteurs et gestion des déchets*, Haïti, Gret/Mairie de Port-au-Prince, 2020/12, 113 p. [publié en 2021].

Levard L., Dia S.M., *Étude pour la mise en œuvre de mesures fiscales et de défense commerciale du lait local et de ses produits dérivés au Sénégal*, Gret/Oxfam, 131 p.

SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

Organisation de séminaires

3rd Mekong Regional Land Forum "Land tenure in Mekong forest landscapes: advancing the recognition of customary rights and responsible investment practices". Mekong Region Land Governance (MRLG) et Land Portal, 26-27 mai 2021 (webinaire).

Journée d'étude Valbiau « Le rôle du monde agricole dans la circulation de la matière organique d'origine urbaine aux "Suds" : regards croisés avec des expériences aux "Nords". Gret, laboratoire ESO du Mans université et chaire partenariale Agricultures urbaines d'AgroParisTech, 8 décembre 2021, Nogent-sur-Marne.

Série de webinaires sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. Gret dans le cadre de la convention programme Asanao, 2021 (voir ci-contre).

Table ronde « Identifier, collecter, valoriser nos bio-déchets? Retours d'expériences locales et internationales », Cité du développement durable et laboratoire ESO du Mans université, 7 octobre 2021, Nogent-sur-Marne.

Virtual regional conference "Engaging with academia and research institutions (ARIs) to support family farmers and food system transformation during and post COVID-19 pandemic in Asia".

FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture (SEARCA), Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA), Unesco et Cirad, 8-9 décembre 2021.

Acte de séminaire

Deligne A., Hayward D., Campbell N.Y., Cole R., Ingalls M. (2021), *Mekong Regional Land Forum 2021: Land tenure in Mekong forest landscapes: Advancing the recognition of customary rights and responsible investment practices - Summary report*, MRLG, Land Portal, 63 p.

WEBINAIRES sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, organisés par le Gret dans le cadre de la convention programme Asanao :

→ « Développer des approches participatives pour promouvoir la diversification alimentaire à l'échelle familiale », 19 janvier 2021 :

Levard L., *L'intégration de la nutrition dans le CEF collectif : l'expérience du projet Capagrnut à Haïti.*

→ « Le diagnostic Agrinut, une étape essentielle pour co-construire une stratégie multi-sectorielle adaptée », 12 janvier 2021 :

Goudiaby M.-C., *Diagnostic Agrinut dans le projet Asstel 3 au Sénégal.*

Ould Meidane C., *Diagnostic Agrinut réalisé dans le cadre du projet Safire en Mauritanie.*

→ « Renforcer les liens entre les unités de production de farines infantiles et les organisations paysannes productrices de matières premières », février 2021 :

Kabore K., *Les enjeux de la mise en relation des organisations paysannes et des unités de production.*

Rakotomalala C., *Présentation du contexte global des filières farines infantiles en Afrique de l'Ouest.*

→ « Le rôle des organisations paysannes dans l'amélioration de la nutrition », 31 mars 2021 :

Bayili A., *Enjeux et défis de la collaboration entre OP et système de santé au Burkina Faso : l'expérience du projet Premam.*

→ « Les enjeux de plaidoyer sur la gouvernance alimentaire au Gret : positionnement aux niveaux national et international », 8 octobre 2021 :

Ardei F., *Enjeux de plaidoyer et participation du Gret Niger à la préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires.*

Masse P., *Enjeux politiques et positionnement du Gret sur la gouvernance des systèmes alimentaires au niveau international.*

Ould Meidane C., *Enjeux de plaidoyer sur la nutrition et les systèmes alimentaires en Mauritanie.*

Communications

Enten F., *The "lurking famine": Expertise and mediatization of hunger within humanitarian organizations*, communication à la 6th Conference on Humanitarian Studies, International Humanitarian Studies Association, Sciences Po, 3 novembre 2021, Paris.

Enten F., *Les attentes du monde agricole dans la circulation de la matière organique*, synthèse de la première partie, Journée d'étude Valbiau. Gret, laboratoire ESO du Mans université et chaire Agricultures urbaines AgroParisTech, 8 décembre 2021.

François M., *Du champ à l'assiette en passant par le recyclage des déchets verts : le projet APICI au Cambodge*, Journée d'étude Valbiau. Gret, laboratoire ESO du Mans université et chaire Agricultures urbaines AgroParisTech, 8 décembre 2021.

Levard L., communication à la visioconférence « Libre échange : rupture ou continuité ? Où en sont les relations Europe-Afrique à l'heure de la zone de libre-échange continentale africaine ? ». Fondation Gabriel Péri, 10 avril 2021.

Levard L., *The experience of GTAE and partners about agroecology evaluation and lessons learned*, table ronde "The effects of agroecology. Why are metrics needed?". Commission européenne, 2 juillet 2021.

Randriatsimihory A., Imbonimiadana P., *Le projet Alisota, Assainissement liquide et solide dans trois communes périphériques d'Antananarivo*, Journée d'étude Valbiau. Gret, laboratoire ESO du Mans université et chaire Agricultures urbaines AgroParisTech, 8 décembre 2021.

Rangé C., Discussion de la stratégie du Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S), conférence invitée, 3^e édition des webinaires de la Coalition pour le Sahel, 18 février 2021.

Rangé C., *Marchandisation foncière et différenciation : une relation dialectique - Éléments de réflexion à partir d'une étude de cas en Guinée forestière*, Journées doctorales Foncier, Pôle foncier et ENSA d'Alger, 12-21 décembre 2021.

Rangé C., Quedraogo H., *Le foncier agro-pastoral en question : introduction inaugurale*, conférence invitée, colloque régional « Sécurisation du foncier agro-pastoral », 23-25 novembre 2021, N'Djaména (Tchad).

Participation à des tables rondes, animations d'ateliers

Bromblet H., Marchadour F., Palay V., Zerbo I., animation de l'atelier sur Les liens entre monde agricole et monde des biodéchets, Journée d'étude Valbiau. Gret, laboratoire ESO du Mans université et chaire Agricultures urbaines AgroParisTech, 8 décembre 2021.

Brosse C., participation au webinaire "How to ensure effective popular participation in development projects?", event co-organized by the Working Group on Human Rights and Sustainable Development of the Global Forum for Law, Justice and Development and the Policy Research Group on a Human Rights Based Approach to Development, 24 février 2021.

Canino M., participation à l'atelier autour des démarches d'apprentissage comme levier pour mieux intégrer le genre. F3E, 9 avril 2021.

David F., participation au webinaire « Eau et assainissement : comment maintenir et adapter les coopérations décentralisées et projets de solidarité dans un contexte de crise sécuritaire ? », pS-Eau, 15 décembre 2021.

Diop K., participation à la table ronde sur le thème « Risques face au changement climatique : inégalités d'exposition et adaptation en milieu urbain », Tropikantes, 17 septembre 2021, Nogent-sur-Marne.

Enten F., modération de la table ronde "How to foster collaboration between academia and research institutions (ARIs) and family farmers and food system and their organizations?", Virtual regional conference "Engaging with ARIs to support family farmers and food system transformation during and post COVID-19 pandemic in Asia". FAO Regional Office for Asia and the Pacific, SEARCA, AFA, Unesco, Gret, Cirad, 8 décembre 2021.

Enten F., participation à la table ronde « La mesure de l'impact social et les ODD : des principes à la pratique ». Forum national des associations & Fondations, 13 octobre 2021, Paris.

Renault S., participation à la table ronde « Savoirs féminins, quelle contribution à la sécurité alimentaire ? », Tropikantes, 17 septembre 2021, Nogent-sur-Marne.

Reynaud L., Blanchard M., animation du panel "Innovation in HEIs curriculum to better address agroecology and family farming", Virtual regional conference "Engaging with ARIs to support family farmers and food system transformation during and post COVID-19 pandemic in Asia". FAO Regional Office for Asia and the Pacific, SEARCA, AFA, Unesco, Gret, Cirad, 9 décembre 2021. ■

FORMATIONS ET INTERVENTIONS ACADÉMIQUES

Allaverdian C., *L'agriculture en Asie du Sud-Est*, invitée conférencière dans le cadre du cours Géographie de l'Asie du Sud-Est, université de Montréal, 2021.

Allaverdian C., *La course au foncier et appropriations de terres à grande échelle en Birmanie*, invitée conférencière dans le cadre du cours Géographie de l'Asie du Sud-Est, université de Montréal, 2021.

Allaverdian C., Fauveaud G., module Géographie de la Chine, département de géographie de l'université de Montréal.

Broutin C., Les acteurs et enjeux de développement, méthodologie de projet, enquêtes, ONG et secteur privé, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et de développement durable, IATU et chaire Unesco Formation de professionnel-le-s du développement durable, université Bordeaux Montaigne, 96 h.

Broutin C., Pautrizel L., Agroécologie en Afrique, M1 Études interdisciplinaires des dynamiques Africaines, université Bordeaux-Montaigne, 18 h.

Broutin C., Pautrizel L., Diagnostic et identification de projets de développement, M2 Conception et Ingénierie de projet de développement, université de Bordeaux, 19 h.

Broutin C., Pautrizel L., Programmation de projets de développement, M2 Conception et ingénierie de projet de développement, université de Bordeaux, 25 h.

Carlier R., Méthodes, outils et pratiques du montage de projet, M2 Urbanisme et expertise internationale, option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 24 h.

Carlier R., Montage de projets de développement, M1 Sciences sociales, parcours Population et développement, université Paris-Cité, 30 h.

Castellanet C., *Politiques forestières et politiques foncières : l'exemple du Laos*, intervention et co-organisation du cours de gestion des forêts (en ligne), Agter/Gret, ILC, 4 h.

Croix (de la) K., Gestion des milieux naturels : approche par le terrain, Licence 3 Géographie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 20 h.

Croix (de la) K., Ressources et usages de l'eau : acteurs, espaces et pratiques des activités de pêche, master Gestion de l'eau et développement local (Gedelo), université Paris-Nanterre, 2 h.

Enten F., Crises et vulnérabilité alimentaires, M1 Étude du développement, parcours Crises : intervention d'urgence et actions de développement, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 15 h.

Gennetais A., *La nutrition dans les programmes de développement : l'exemple du programme Nutridev*, intervention dans le cadre du cursus Ingénieur en alimentation et santé, Institut polytechnique UniLaSalle Beauvais, 4 h.

Gennetais A., Programmes sensibles à la nutrition, module Alimentation et lutte contre la malnutrition, 5^e année Ingénieur, AgroParisTech, 4 h.

Kabore K., module Changement climatique et sécurité alimentaire, licence Sciences humaines, Ingénierie des travaux de l'humanitaire (ITH), Institut Anselme Titianma Sanon (IATS), Bobo-Dioulasso, en ligne.

Kabore K., module Changement climatique et sécurité alimentaire, M1 Sciences économiques et gestion appliquées à l'humanitaire / Qualité des programmes humanitaires et de développement, Institut Anselme Titianma Sanon (IATS), Bobo-Dioulasso, en ligne.

Landemaine M., Développement durable et une autre gestion, certificat de spécialisation Innovations sociales : économie sociale et solidaire, économie plurielle et société de service, Cnam de Paris, 3 h.

Landemaine M., L'évaluation de l'impact social et environnemental des projets de développement, M2 Développement social, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Iedes, 6 h.

Landemaine M., Les technologies de l'information et de la communication dans une perspective de développement durable, M2 Management des associations, IAE de Paris Panthéon-Sorbonne, 3 h.

Le Corre M., David F., module Accès aux services essentiels & responsabilité sociétale, Mastère Eau pour tous, AgroParisTech, Montpellier, 10 h.

Levard L., Économie des ménages agricoles, M1 Développement agricole et politiques économiques, Iedes, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9 h.

Levard L., Politiques publiques et régulations internationales, M2, option Développement agricole et rural pour le Sud, parcours Marchés, organisation, qualité, services dans les agricultures du Sud, IRC, SupAgro Montpellier, 12 h.

Levard L., Pautrizel L., Stratégies et politiques de développement agricole dans les pays en développement - Politiques et accords commerciaux concernant l'agriculture, M2 Développement agricole durable : la sécurité alimentaire pour le développement, université Paris-Saclay, 30 h.

Levard L. (coordination), Allaverdian C., François M., Agriculture et relations internationales, M1 Développement agricole et politiques économiques, Iedes, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 h.

Mansion A., Enjeux fonciers dans les pays du Sud, M2 Gestion territoriale du développement durable, université Bordeaux Montaigne, UFR Sciences des territoires et de la communication, 8 h.

Masse P., Initiation à la démarche du diagnostic agricole, 5^e année ingénieur en agro-développement international, domaine d'approfondissement Développement agricole et financement : modalités d'évaluation, Angers, Istom, 6 h.

Masse P., Kieffer C., Les dispositifs d'accompagnement à la transition agroécologique, 5^e année ingénieur en agro-développement international, domaine d'approfondissement Développement agricole et financement : modalités d'évaluation, Angers, Istom, 12 h.

Pautrizel L., Accompagner la transition agroécologique paysanne dans les pays du Sud, DU Transition agroécologique paysanne, université de Pau et des pays de l'Adour, 6 h.

Pautrizel L., Agroécologie et conseil agricole dans le Sahel mauritanien, M2 Bordeaux Sciences Agro, 6 h.

Pautrizel L. (coordination) et Flichy A., *Pratique et évaluation de l'action publique au Sud*, M2 Risques et développement aux Suds, Sciences Po Bordeaux, 18 h.

Pautrizel L., *Studying cereal-based farming systems and value chains in developing countries*, M1 Séminaire Worldwide agriculture, Bordeaux Sciences Agro, 6 h.

Rachmuhl V., Planification et projets urbains, M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 18 h.

Rachmuhl V., responsable de l'Atelier de planification aux Suds (encadrement des étudiants pour la réalisation d'une commande professionnelle), M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 60 h.

Rachmuhl V., Stage, mémoire et insertion professionnelle, M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 10 h.

Rachmuhl V., intervention sur la pépinière urbaine de Ouagadougou dans le cours Gouvernance des espaces publics et participation des habitant-e-s, M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Alternatives urbaines, démarches expérimentales et espaces publics, École d'urbanisme de Paris, 2 h.

Rachmuhl V., Enjeux fonciers et développement local et justice spatiale, The Role of Land Policies and Projects in the Integration of Precarious Neighborhoods into Cities of the Global South, UE de langue disciplinaire (anglais), M2 Gestion territoriale et développement durable, université Bordeaux-Montaigne, 8 h.

Rangé C., Gestion des espaces ruraux, environnement et développement, M2 Recherche Pays émergents et en développement, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 4 h.

Rangé C., Pratiques et méthodes du développement, séminaire commun aux parcours recherche et professionnel du M2 Dynamiques des pays émergents et en développement, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 h.

Rangé C., Systèmes agraires et *political ecology*, 5^e année ingénieur, domaine d'approfondissement Développement, Istom, Angers, 6 h.

Thibault D., L'environnement de la solidarité internationale, Les différentes facettes de la fonction de chef de projet, Le chef de projet et le management, Istom, 12 h.

Thibault D., Les différentes facettes de la fonction de chef de projet, Le chef de projet et le management, M2 Économie sociale et solidaire, Analyse de projets et développement durable, université de Rennes 1, Faculté des sciences économiques, 12 h. ■

LISTE DES SIGLES

3FPT

Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (Sénégal)

ACEP

Alliance de crédit et d'épargne pour la production (Sénégal)

ACF

Action contre la faim

ACORD-GUINÉE

Association de coopération et de recherche pour le développement en Guinée

ADC

Action pour le développement communautaire (Guinée)

AFD

Agence française de développement

AJA Mali

Association jeunesse action Mali

ALiSEA

Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie en Asie du Sud-Est

AOG

Association des originaires de Grande Plaine (Haïti)

APESS

Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane

APME2A

Agence pour la promotion de la petite et moyenne entreprise / Agriculture et Artisanat (Burkina Faso)

AVSF

Agronomes et vétérinaires sans frontières

CAPAK

Centrale des associations du périmètre agroforestier de Kipushi (RDC)

CFSI

Comité français pour la solidarité internationale

CIEDEL

Centre international d'études pour le développement international

CIRAD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CNCR

Conseil national de concertation et de coordination des ruraux (Sénégal)

CORADE

Conseils, recherche-action et développement d'expertise (Burkina Faso)

CTAS

Centre technique agroécologique du Sud (Madagascar)

FAO

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FdF

Fondation de France

FFEM

Fonds français pour l'environnement mondial

FHS

Fondation Hanns Seidel Stiftung

FIAB

Fédération des industries agroalimentaires et de transformation (Burkina Faso)

IRD

Institut de recherche pour le développement

LABASAN

Laboratoire de biochimie appliquée à la science des alimentations de l'Université d'Antananarivo

LADYD

Laboratoire d'analyse des dynamiques sociales et de développement

LAM

Laboratoire des Afriques dans le Monde

LIFT

Livelihoods and Food Security Fund

ODD

Objectifs de développement durable

ODRINO

Organisation pour le développement rural intégré du Nord-Ouest (Haïti)

ONG

Organisation non gouvernementale

PADIE

Pionniers en action pour le développement intégré à l'environnement (Togo)

PAM

Programme alimentaire mondial

PCCADISM

Plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (Madagascar)

POSCEAS

Plateforme des organisations de la société civile sur l'eau et l'assainissement au Sénégal

ROPPA

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest

SEDIF

Syndicat des eaux d'Île-de-France

SMA

Société municipale d'assainissement (Madagascar)

UE

Union européenne

UNESCAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

UNICEF

Fonds des Nations unies pour l'enfance

USAID

Agence des États-Unis pour le développement international

LES ACTIONS DU GREY
S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :
gret.org — gret@gret.org

LE GRET EST MEMBRE DE COORDINATION SUD,
DE LA CITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU GROUPE INITIATIVES.

